

Sénat de Belgique

Session extraordinaire 2003



Handelingen

Plenaire vergaderingen

Dinsdag 29 juli 2003

Ochtendvergadering

3-7

3-7

Séances plénaires

Mardi 29 juillet 2003

Séance du matin

Annales

Belgische Senaat
Buitengewone Zitting 2003

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CDH	Centre Démocrate Humaniste
ECOLO	Écologistes
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
PS	Parti Socialiste
SP.A-SPIRIT	Socialistische Partij Anders – SPIRIT
VL. BLOK	Vlaams Blok
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Nomination des membres de la commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité permanent R).....	4
Proposition de loi modifiant la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac et créant un Fonds de lutte contre le tabagisme (de M. Jean-Marie Happart et consorts, Doc. 3-74).....	4
Discussion générale	4
Discussion des articles	23
Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Doc. 3-89)	23
Discussion générale	23

Inhoudsopgave

Benoeming van de leden van de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Vast Comité I).....	4
Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten en tot oprichting van een Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik (van de heer Jean-Marie Happart c.s., Stuk 3-74)	4
Algemene bespreking	4
Artikelsgewijze bespreking	23
Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (Stuk 3-89)	23
Algemene bespreking	23

Présidence de M. Armand De Decker*(La séance est ouverte à 10 h 15.)***Nomination des membres de la commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité permanent R)**

M. le président. – L'ordre du jour de cet après-midi prévoit le scrutin de liste pour la désignation de 4 membres de la commission chargée du suivi du Comité permanent de contrôle des services de renseignements et de sécurité (Comité permanent R).

Jusqu'à présent, j'ai reçu pour cette commission les candidatures suivantes :

- M. Cornil
- M. Coveliers
- M. Hugo Vandenberghe
- M. Vandenhouve et
- M. Verreycken

Je propose que les groupes qui souhaitent encore déposer des candidatures le fassent jusqu'à 13 heures. (*Assentiment*)

Proposition de loi modifiant la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac et créant un Fonds de lutte contre le tabagisme (de M. Jean-Marie Happart et consorts, Doc. 3-74)**Discussion générale**

M. Jacques Germeaux (VLD), corapporteur. – Je me réfère à mon rapport écrit.

Mme Amina Derbaki Sbaï (MR), corapporteuse. – Je me réfère à mon rapport écrit.

Mme Christine Defraigne (MR). – Je ne m'attendais pas à intervenir aussi promptement et me voilà propulsée à la tribune, à la vitesse d'une formule 1, ce qui est de bon augure pour la suite de ces travaux.

Que n'a-t-on pas dit en ce qui concerne cette proposition « Francorchamps » ! En interdisant la publicité, la loi de 1997 avait pour objectif de réduire la consommation de tabac.

Nous avons eu en commission un débat, oserai-je dire, quasi philosophique, sur la question de savoir si la publicité incitait à la consommation. Mme Leduc a défendu l'idée que ce n'était pas la publicité qui tue mais bien le tabac, tandis que M. le ministre, soucieux de prendre de la hauteur, nous rétorquait que personne n'aurait ni tort ni raison en cette matière.

Cela dit, il faut bien constater l'échec de cette loi, dans la mesure où la consommation de tabac est en hausse : 30% de

Voorzitter: de heer Armand De Decker*(De vergadering wordt geopend om 10.15 uur.)***Benoeming van de leden van de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Vast Comité I)**

De voorzitter. – Aan onze agenda van deze namiddag staat de geheime lijststemming over de aanwijzing van 4 leden van de commissie belast met de begeleiding van het Vast Comité van toezicht op de inlichtingen- en veiligheidsdiensten (Vast Comité I).

Tot op heden heb ik de volgende kandidaturen voor deze commissie ontvangen:

- de heer Cornil
- de heer Coveliers
- de heer Hugo Vandenberghe
- de heer Vandenhouve en
- de heer Verreycken

Ik stel voor dat de fracties die nog kandidaten wensen voor te dragen hiertoe de mogelijkheid krijgen tot 13 uur.
(*Instemming*)

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten en tot oprichting van een Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik (van de heer Jean-Marie Happart c.s., Stuk 3-74)**Algemene bespreking**

De heer Jacques Germeaux (VLD), corapporteur. – Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

Mevrouw Amina Derbaki Sbaï (MR), corapporteur. – Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

Mevrouw Christine Defraigne (MR). – Over dit voorstel-Francorchamps is al heel wat gezegd! Met het verbod op reclame wilde de wet van 1997 het tabaksgebruik doen dalen.

In de commissie hebben wij een bijna filosofisch debat gevoerd over de vraag of reclame aanzet tot gebruik. Mevrouw Leduc heeft het idee verdedigd dat niet reclame maar tabak doodt. De minister antwoordde dat in deze aangelegenheid niemand gelijk of ongelijk zou hebben.

De wet heeft haar uitwerking gemist, want het tabaksgebruik neemt toe: 30% of drie miljoen rokers in ons land.

De richtlijn van 1998 heeft overigens een concurrentievervalsing tussen de lidstaten ingevoerd. Ze werd overigens vernietigd door het Hof van Justitie.

Het voorstel-Happart-Monfils, dat in de vorige legislatuur werd ingediend, had een beperkte doelstelling en draagwijdte,

fumeurs dans notre pays, soit trois millions de personnes. De plus, on déplore une augmentation du nombre des fumeurs chez les jeunes.

Par ailleurs, la directive de 1998 a introduit une distorsion de concurrence entre les États membres. Du reste, elle a fait l'objet d'une annulation par la Cour de Justice. Elle a donc dû, elle aussi, être remise sur le métier.

La proposition Happart-Monfils déposée sous la législature précédente avait un objectif et une portée limités dans le texte, mais capitaux sur le plan des conséquences.

Après les élections du 18 mai, nous pouvons dire que l'espoir a changé de camp. En effet, en interdisant la publicité pour le tabac, on a, pour un bénéfice nul en termes de santé publique, sinistre économiquement toute une région. On a également terni l'image de marque de notre pays tout entier.

La commission « Francorchamps » s'est tenue en même temps que la commission des Affaires institutionnelles, ce qui nous a contraints, toujours à la vitesse formule un, à nous dédoubler pour prendre part aux travaux des deux commissions.

Vous me permettrez de jouer un peu les candides – je suis nouvelle dans cette assemblée – et de vous faire remarquer, monsieur le ministre, que les adversaires les plus zélés de cette dérogation à l'interdiction de la publicité pour le tabac s'escrimaient à dire qu'il s'agissait encore d'une victoire francophone. La motivation de ces personnes n'est donc pas la santé publique, leur objectif n'est pas de faire en sorte que l'on ne consomme plus de tabac. Leur motivation serait communautaire.

Je suis toujours extrêmement choquée d'entendre de tels propos. L'objectif est-il de tuer ce qui se fait de bien dans l'autre communauté ? Si une communauté veut prendre peu ou prou sa liberté, veut-elle à tout prix l'asphyxie de l'autre ? D'aucuns ont affirmé qu'il s'agissait d'une victoire francophone. Je ne le crois pas. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un problème communautaire. Il s'agit de se mettre en conformité avec une directive européenne afin d'éviter des distorsions de concurrence.

Certains m'ont dit qu'il s'agissait d'un combat d'arrière-garde. Il est vrai que le sort de 1500 entreprises dépendant directement ou indirectement du grand prix de Francorchamps et de 5000 emplois ne me laisse pas indifférente. On ne peut toutefois pas parler d'une victoire francophone parce qu'il s'agit de sauver le Grand prix de Belgique. Je sais que cela peut gêner certains que l'image de marque de tout un pays soit véhiculée par une géographie particulière mais c'est une mauvaise façon d'envisager le problème car la disparition de ce Grand prix de Belgique en 2003 a aussi causé du tort au nord du pays. Certains à Zolder s'en sont également plaints. Autour de ce Grand prix qui est l'événement phare gravitent toute une série d'entreprises, l'image de marque de la Belgique tout entière, que la suppression du grand prix a écornée, et divers métiers et professions dérivés également importants au nord du pays. Mme Leduc l'a d'ailleurs extrêmement bien rappelé en commission. Zolder a également pâti de la disparition, que j'espère temporaire, du Grand prix de formule un.

Nous aurons l'occasion tout à l'heure de revenir sur le débat

maar zeer belangrijke gevolgen.

Na de verkiezingen van 18 mei is de hoop van kamp veranderd. Het verbod op tabaksreclame had helemaal geen invloed op de volksgezondheid, maar het betekende wel een economische ramp voor een volledig gewest. De reputatie van heel ons land werd er door aangetast.

De hevigste tegenstanders van de afwijking op het verbod op tabaksreclame hebben zich uitgesloofd om te beweren dat dit nogmaals een overwinning van de Franstaligen was. Die personen zijn dus niet zozeer bekommert om de volksgezondheid. Hun motivatie bestaat er niet in het tabaksgebruik uit te bannen. Het zou hen om het communautaire te doen zijn. Dat ergert mij mateloos. Wil men kapot maken wat goed gaat in de andere gemeenschap? Moet een gemeenschap die min of meer haar eigen vrijheid wil nemen daarom de andere gemeenschap verstikken?

Ik geloof niet dat dit een overwinning is van de Franstaligen, dat het een communautair probleem is. We willen alleen onze wet afstemmen op de Europese richtlijn, om zo concurrentievervalsing te voorkomen.

Volgens sommigen zou het om een achterhoedegevecht gaan. Het lot van 1.500 bedrijven, die rechtstreeks of onrechtstreeks afhangen van de Grote Prijs van Francorchamps, en 5000 jobs laten mij echter niet onverschillig. We kunnen niet van een Franstalige overwinning spreken als we de Grote Prijs van België willen redder. Het verdwijnen van de Grote Prijs van België in 2003 heeft ook in het noorden van het land nadeel berokkend. Ook Zolder had er onder te lijden. Ik hoop dan ook dat de Grote Prijs Formule 1 niet definitief verdwenen is.

Straks volgt het debat over de invoer- en uitvoervergunningen voor wapens. Ik wil echter nu al vermelden dat de heer Van den Brande in de commissie voor de Institutionele Aangelegenheden zenuwachtig zat te roken. Ik maakte mij de bedenking dat de ergste rookverslaafden in onze assemblees zich soms de meest verbeten tegenstanders toonden van dit wetsvoorstel. Dat had ik in de vorige legislatuur ook al gemerkt in het Waals Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap. Het zijn niet altijd noodzakelijk zij die het minst roken en die niet verslaafd zijn, die het minst neutraal zijn in deze problematiek.

Het staat vast dat deze wet niet het verhoopte resultaat heeft opgeleverd. We moeten een aantal andere maatregelen in overweging nemen. Ik denk aan het antitabaksfonds dat de heer Reynders heeft voorgesteld op de rijksmiddelenbegroting. We zullen ook moeten zien of de begroting van Sociale Zaken een bijdrage kan leveren. Er bestaan nog andere sporen. Het aspect volksgezondheid van deze zaak laat mij niet onverschillig. We moeten ook denken aan een verbod op de verkoop van pakjes van minder dan tien sigaretten. In Frankrijk is de verkoop daarvan verboden. Daar gelden ook sancties voor sigarenhandelaars, die dat verbod natuurlijk niet genegen zijn. Ik denk ook aan het verbod op de verkoop van sigaretten aan jongeren onder de zestien jaar. We moeten een reeks concrete maatregelen in overweging nemen, en geen nepmaatregelen die een minimaal gevolg hebben voor de volksgezondheid maar leiden tot economische rampspoed.

Als medeondertekenaar van het voorstel dat collega Happart

relatif aux licences d'importation et d'exportation mais je voudrais ouvrir une parenthèse et signaler qu'en commission des Affaires institutionnelles, j'ai vu M. Van den Brande fumer nerveusement ses cigarettes et je me suis fait la réflexion que c'étaient parfois les plus tabagiques dans nos assemblées qui étaient les plus acharnés à se battre contre cette proposition de loi. Je l'avais déjà constaté sous la législature précédente au Parlement wallon et au Parlement de la Communauté française. Ce ne sont pas nécessairement ceux qui fument le moins et qui ne sont pas soumis à des assuétudes qui sont les moins neutres dans cette problématique.

Il est certain que cette loi n'a pas donné les résultats escomptés. Il faudra évidemment – c'est tout le défi de l'avenir – envisager une série d'autres mesures. Je pense au fonds antitabac proposé par M. Reynders sur le budget des Voies et Moyens. Il faudra voir également – je m'adresse ici au ministre Demotte – si le budget des Affaires sociales pourra apporter un complément. Il existe d'autres pistes. Je ne suis pas indifférente, au contraire, à l'aspect santé publique de la problématique. Il faudra envisager fermement l'interdiction de vente des paquets de moins de dix cigarettes. En France, la vente en est interdite, avec des sanctions qui s'appliquent aussi aux buralistes, lesquels, certes, ne voient pas cette mesure d'un bon œil. Parmi les pistes à explorer, je songe aussi à l'interdiction de la vente de cigarettes aux moins de seize ans. Il faut envisager une batterie de mesures concrètes et non des leurres qui, pour un bénéfice très mince en matière de santé publique, débouchent sur des catastrophes économiques.

En ma qualité de cosignataire de la proposition redéposée par mon collègue Happart, je soutiendrai évidemment le texte qui nous est proposé. Tout mon groupe fera de même et je ne doute pas que nous trouverons suffisamment d'alliés.

Mme Mia De Schampelaere (CD&V). – *Nous comprenons qu'après d'âpres négociations pour parvenir à un accord de gouvernement, il soit nécessaire de faire adopter des mesures très urgentes par une majorité parlementaire. Ces mesures sont ou bien des problèmes politiques qu'il convient de régler pour préserver la confiance mutuelle entre les partis de la majorité, ou bien des mesures urgentes pour maintenir l'équilibre budgétaire, par exemple.*

Cette situation est embarrassante pour un nouveau parlementaire de la majorité car elle ne permet guère d'apporter sa contribution personnelle au débat. Mais ce n'est finalement pas déshonorant si les mesures à voter ont été clairement définies dans l'accord de gouvernement. Cet accord a en effet permis à chaque parlementaire de se faire une idée de la cohérence politique globale et d'évaluer l'ensemble de l'accord de gouvernement.

Ce matin, les collègues de la majorité ne sont cependant pas liés par l'accord de gouvernement. Aucun des deux thèmes à traiter aujourd'hui ne figurent dans l'accord de gouvernement. Celui-ci prévoit certes la création d'un forum chargé d'étudier des solutions et d'élaborer des projets de loi afin de contribuer à une plus grande cohérence structurelle des compétences fédérales, régionales et communautaires.

On n'y trouve rien sur l'exigence francophone de modifier la législation interdisant la publicité pour le tabac et la loi sur

opnieuw heeft ingediend, zal ik uiteraard de voorgestelde tekst steunen. Onze voltallige fractie zal dat ook doen, en ik twijfel er niet aan dat we voldoende medestanders zullen vinden.

Mevrouw Mia De Schampelaere (CD&V). – Wij begrijpen dat wanneer er na zeer moeizame onderhandelingen eindelijk een regeerakkoord is voor een termijn van vier jaar, enkele dringende en zelfs hoogdringende zaken door een parlementaire meerderheid moeten worden goedgekeurd. Deze punten zijn dan ofwel politieke sluitstukken voor het wederzijds vertrouwen tussen de meerderheidspartijen ofwel dringende maatregelen om bijvoorbeeld het overheidsbudget binnen de perken te houden.

Dit is voor een nieuw parlementslid van de meerderheid vervelend want een eigen inbreng wordt moeilijk. Maar uiteindelijk is het geen oneer wanneer de punten waarover moet worden gestemd, duidelijk omschreven werden en helder geformuleerd in het regeerakkoord. Want ook een parlementslid heeft met dit akkoord zicht gekregen op de globale politiek samenhang en kan het geheel van het regeerakkoord evalueren.

Maar deze voormiddag zijn de collega's van de meerderheid vrij, ik bedoel politiek niet gebonden door het regeerakkoord. Geen van beide hier te bespreken onderwerpen noch het loslaten van het verbod op tabaksreclame, noch de hoogdringende regionalisering van de wapenexport staan in het regeerakkoord. Wat wel beschreven staat, is een op te richten forum met als opdracht oplossingen onderzoeken en wetsontwerpen uitwerken voor verschillende vragen om bij te dragen tot een grotere structurele coherentie van de federale,

le commerce d'armes ne sera traitée que si des aspirations flamandes, comme la sécurité routière, sont examinées simultanément. C'est très clair, ce matin, vous n'êtes pas liés par la confiance que vous avez apportée au gouvernement Verhofstadt II.

Chaque renouvellement des assemblées parlementaire éveille de nouveaux espoirs. L'espoir d'un équilibre parlementaire, l'espoir d'un dynamisme politique et l'audace de concrétiser toutes les belles idées contenues dans les prospectus électoraux.

Quels partis flamands n'ont pas déclaré avant les élections que l'ensemble de la politique de la santé devait être confié à un seul niveau de pouvoir, en l'occurrence le niveau flamand, que la politique familiale englobait aussi les allocations familiales, que les communautés et régions devaient assumer l'entièvre responsabilité fiscale de leurs dépenses, que la sécurité routière devait être envisagée globalement et au niveau flamand ?

Dans la note du gouvernement flamand du 7 janvier de cette année, ces mêmes partis de la majorité ont estimé que l'emploi, la politique économique, l'infrastructure ferroviaire et son exploitation régionale devaient aussi être confiés aux entités fédérées.

Il s'agit donc de points de vue mûrement réfléchis des principaux partis politiques flamands. Cette vision est d'ailleurs le fruit d'un débat de plusieurs années et de la pratique politique.

La Flandre doit avoir une plus large marge de manœuvre politique, tout comme la Wallonie et la Communauté française. Reste à savoir comment et quand réaliser ce souhait dans notre démocratie. Une seule communauté redoute manifestement un avenir plus autonome. La classe politique oppose donc une attitude conservatrice à toute rénovation et à tout progrès dans la fédération belge.

L'autre communauté se heurte depuis des années déjà aux entraves dans la politique économique, dans la politique familiale, dans le domaine de la mobilité et de la démographie mais ne trouve pas les leviers politiques nécessaires pour faire une véritable percée.

Nous verrons ce matin si ce que je viens de dire est la réalité. Ne peut-on vraiment pas trouver de leviers politiques pour réaliser les progrès qu'espère la Communauté flamande ou nous trouvons-nous face à une incapacité politique ou, pire, face à un manque de volonté politique ?

Toute personne un tant soit peu au fait de la politique sait que les leviers sont à notre portée. Les deux revendications francophones, qui doivent être satisfaites d'urgence sans être prévues par l'accord de gouvernement, sont soumises à notre vote.

Le moment idéal pour nouer le véritable dialogue de communauté à communauté est donc le moment présent et non le mois d'octobre, date de la création du forum, ou le mois de mai 2004 après les élections régionales. Le moment est venu de mettre les aspirations des deux communautés dans la balance. C'est pourquoi nous vous proposons des amendements visant à établir des ensembles plus homogènes de compétences en matière d'emploi et de politique

gewestelijke en/of gemeenschapsbevoegdheden. In dit kader zal het forum onder meer de verkeersveiligheid en het uitreiken van uitvoer vergunningen voor wapens behandelen. Met excuses voor het schabouwelijk Nederlands, maar dit was een letterlijk citaat uit het regeeraakkoord.

Over de Franstalige eis om onze bestaande wetgeving op het verbod voor tabaksreclame te wijzigen, vinden we niets terug, en de wapenwet wordt volgens het regeeraakkoord maar besproken wanneer ook Vlaamse verzuchtingen zoals de verkeersveiligheid op tafel liggen. Het is heel duidelijk, u bent deze voormiddag niet gebonden door het vertrouwen dat u schonk aan Verhofstadt II.

Bij elke nieuwe samenstelling van de parlementaire assemblees is er ook telkens nieuwe hoop. Hoop op een echt parlementair evenwicht, hoop op een politieke daadkracht en durf om al wat de mooie verkiezingsfolders beschreven, ook echt om te zetten in de leefwereld van de mensen vandaag.

Welke Vlaamse partijen hebben vóór de verkiezingen niet verklaard dat het globale gezondheidsbeleid met zowel de preventieve als de curatieve zorg moet worden toegewezen aan één beleidsniveau, namelijk het Vlaamse, dat een volledig gezinsbeleid niet alleen opvang en onderwijs omvat meer ook de kinderbijslag, dat gewesten en gemeenschappen voor hun uitgaven volledige fiscale verantwoordelijkheid moeten dragen, dat de verkeersveiligheid globaal en op Vlaams niveau moet worden bekeken?

Er was trouwens ook nog de belangwekkende Driekoningennota van de Vlaamse regering van 7 januari van dit jaar. Dezelfde meerderheidspartijen als hier in het halfronde waren het hierbij eens dat ook tewerkstelling en economisch beleid, spoorinfrastructuur en de regionale exploitatie ervan aan de betrokken deelstaten zouden moeten worden toegewezen.

Dit zijn allemaal dus geen loze kreten, maar weloverwogen en goedbestudeerde standpunten van de grootste Vlaamse politieke partijen. Deze visie is gegroeid uit een jarenlang debat en uit de politieke praktijk. Vraag maar eens aan de Vlaamse minister van Tewerkstelling, Renaat Landuyt, wat hij vindt van de bevoegdheidsverdeling op dit moment, of aan de Vlaamse ziekenhuisdirecteurs of aan de verantwoordelijken voor de Antwerpse haven.

Vlaanderen moet meer beleidsruimte krijgen, zoals ook Wallonië en de Franstalige Gemeenschap die moeten krijgen. De vraag rijst alleen hoe en wanneer we dit in onze democratie kunnen realiseren. Eén gemeenschap dreigt duidelijk de meer autonome toekomst. De politieke klasse stelt zich dan ook gesloten en conservatief op ten opzichte van elke vernieuwing of vooruitgang in de Belgische federatie.

De andere gemeenschap voelt al jaren de remmingen in het economisch beleid, in het gezinsbeleid en op het vlak van mobiliteit en demografie, maar vindt de politieke hefbomen niet om tot een echte doorbraak te komen.

Of dit het ware verhaal is, geachte collega's, kan deze voormiddag blijken. Zijn er echt geen politieke hefbomen te vinden om vooruitgang te maken voor de Vlaamse Gemeenschap, of gaat het dan toch om politieke onkunde of, erger, om politieke onwil?

scientifique. Certains ont toutefois été déclarés irrecevables. Les leviers permettant de réaliser votre programme politique sont donc disponibles et je ne veux soupçonner personne d'inaptitude politique. Reste à savoir si une véritable volonté politique flamande est présente. Le choix vous appartient, sénateurs nouvellement élus.

Il est évident que la proposition de notre collègue Happart a acquis une connotation particulière, ce n'est plus son contenu qui est en jeu mais la symbolique wallonne.

Le parlement discute de l'interdiction de la publicité pour le tabac depuis dix ans déjà. La loi de 1997 permettait la publicité lors d'événements de niveau mondial jusqu'en 2003. De nombreuses manifestations se sont adaptées en souplesse à cette réglementation et ont recherché d'autres sources de financement. Cette adaptation ne s'avère insurmontable que pour le grand prix de formule 1 de Francorchamps.

A deux reprises, la proposition de M. Happart a été débattue sous la précédente législature et à deux reprises, elle a échoué grâce à l'attitude conséquente de quelques partis, dont certains de la majorité, qui estimaient que la prévention devait être le fil rouge de cette problématique. Pendant des années, les effets du tabagisme ont accaparé des moyens importants du budget des soins de santé et causé le décès de nombreuses personnes. Nous plaidons pour une politique conséquente, soutenus en cela par l'Union européenne dont la nouvelle directive a encore durci la période transitoire.

Pourquoi les responsables politiques de cette région n'envisagent-ils pas cette problématique davantage dans une perspective d'avenir ? Tandis que la Belgique discute d'un éventuel report de l'interdiction, d'autres pays organisent les grands prix de formule 1 sans publicité pour le tabac. Certaines écuries font même la promotion de patches de nicotine.

Il aurait été beaucoup plus judicieux d'organiser aussi l'événement sportif de Francorchamps en tenant compte de la nouvelle mentalité axée sur la santé et la prévention. La région, avantageée par ses nombreux lieux de cure et son image de pureté, est le lieu propice pour faire comprendre une fois pour toutes que les notions de « jeune, rapide et beau » ne vont pas de pair avec « tabac ».

Notre vision n'a pas changé : la prévention et, partant, une politique clairement axée sur la dissuasion sont essentielles. Nous nous demandons donc quelle attitude vont adopter les membres du SP.A et du VLD qui ont naguère voté contre la dérogation.

Enfin, chers collègues, vous n'avez sans doute pas été surpris par l'annonce de nos amendements mais bien par la décision des deux présidents de la commission déclarant la plupart d'entre eux irrecevables. C'est la première fois que je vois invoquer l'article 59 du règlement du Sénat pour écarter des propositions d'amendements.

Il ne s'agit bien sûr pas d'une question purement technique. Un amendement peut viser à améliorer la qualité de la législation et le droit d'amendement fait aussi partie du droit d'initiative reconnu à tout parlementaire par la Constitution.

Le droit d'amendement participe donc de l'essence même de l'exercice de notre mandat et est protégé par la Constitution.

Voor iedereen met een beetje politiek doorzicht is het duidelijk dat de hefbomen hier nu open en bloot voor ons liggen. De twee Franstalige eisen, die zonder regeerakkoord toch hoogdringend moeten gerealiseerd worden, liggen ter stemming voor.

Het meest geschikte moment om het echte gesprek van gemeenschap tot gemeenschap te voeren, is dus nu en niet in oktober bij de oprichting van het forum en niet in mei volgend jaar na de Vlaamse verkiezingen. Nu is het moment om de verzuchtingen van beide gemeenschappen in de weegschaal te leggen. Wij willen u daarbij helpen, wij leggen u amendementen voor om tot meer homogene bevoegdheid te komen op het vlak van tewerkstelling en wetenschapsbeleid. We kunnen deze namiddag maar stemmen over enkele van die amendementen omdat de andere niet ontvankelijk verklaard werden.

De hefbomen om uw politiek programma te verwezenlijken zijn nu aanwezig, van politieke onkunde wil ik niemand verdenken. De vraag blijft dus open of er een echte Vlaamse politieke wil aanwezig is of niet. De keuze is aan u, de nieuw verkozen senatoren.

Het is zonder meer duidelijk dat het voorstel van collega Happart een bijzonder geladen voorstel geworden is, het gaat al lang niet meer om de inhoud, het gaat over de Waalse symboliek.

Het verbod op tabaksreclame wordt nu al gedurende tien jaar in het parlement besproken. De wet van 1997 voorzag in ruime overgangstermijnen, waarbij het jaar 2003 het laatste jaar zou zijn waarin tabaksreclame nog mogelijk zou zijn voor evenementen op wereldniveau. Heel wat grote manifestaties hebben zich soepel aangepast aan deze regelgeving en hebben andere financieringsbronnen aangeboord, zoals bijvoorbeeld de vele rockfestivals die in de zomer worden georganiseerd. Alleen voor de Grote Prijs Formule 1 van Spa-Francorchamps blijkt het onoverkomelijk om zich aan de regelgeving aan te passen.

Over het voorstel van de heer Happart werd tijdens de vorige legislatuur tot twee keer toe gedebatteerd, maar tot twee keer toe is het voorstel ook gestrand als gevolg van de consequente houding van enkele partijen, inclusief meerderheidspartijen, zoals de SP.A, Agalev en enkele VLD-parlementsleden die vonden dat preventie de leidraad in deze problematiek moest zijn. Gedurende al deze jaren dat het parlement debatteerde over de reclame voor tabaksproducten, zijn ondertussen vele middelen van de gezondheidszorg besteed aan de gevolgen van tabaksgebruik en zijn daaraan ook vele mensen overleden. Wij pleiten voor een consequent beleid en we worden hierin gesteund door de Europese Unie. Met de nieuwe richtlijn werd de termijn van de overgangsperiode trouwens nog verstrengd.

Waarom bekijken de politiek verantwoordelijken van deze streek de problematiek niet meer toekomstgericht? In België wordt al jaren louter over een mogelijk uitstel van het verbod gedebatteerd, terwijl in de andere Europese landen ondertussen de Grote Prijzen Formule 1 zonder tabaksreclame worden georganiseerd. Heel bekende racers promoten zelfs nicotinepleisters in het kader van de gezondheidsmentaliteit.

Het was toch veel verstandiger geweest om ook het sportieve gebeuren van Spa-Francorchamps te kaderen in die nieuwe

Il assure des possibilités d'adaptations techniques dans l'intérêt de la qualité de la législation et permet surtout à la vision politique des sénateurs de la majorité et de l'opposition de s'exprimer et d'être soumise au vote.

Les limitations de ce droit doivent donc être appliquées de manière très restrictive et ne sauraient être soumises à l'arbitraire ou à des majorités aléatoires.

Nous déposons donc une proposition de modification du règlement du Sénat afin de protéger le droit d'amendement conformément aux prérogatives constitutionnelles des élus. Les amendements déposés au cours de la procédure législative ne peuvent être déclarés irrecevables que pour des motifs exceptionnels.

Nous proposons d'introduire une procédure confiant au bureau du Sénat le soin de juger de la recevabilité des amendements, comme il le fait pour les propositions de loi. Cette décision doit en outre être motivée par écrit. Nous déposerons cette proposition cet après-midi.

Nous voulons ainsi éviter qu'en déclarant arbitrairement des amendements intéressants irrecevables, les présidents de commission du moment vous privent, chers collègues, de la possibilité d'exprimer votre volonté politique.

mentaliteit van gezondheid en preventie. De streek zelf, met haar vele mooie kuuroorden en haar imago van zuiverheid en reinheid is zeer geschikt om het beeld definitief te doorbreken dat bij ‘jong, snel en mooi’ ook ‘tabak’ hoort.

Onze visie is nog steeds niet veranderd: preventie blijft belangrijk en dus ook een duidelijk ontraden beleid. Daarom vragen wij ons af wat de houding van de SP.A zal zijn, net zoals van de leden van de VLD-fractie die vroeger tegen stemden.

Ten slotte, collega’s, was u wellicht niet verrast door de aankondiging van onze amendementen, maar wel door de verklaring van beide commissievoorzitters dat het grootste deel ervan onontvankelijk was. Dit was de eerste keer dat ik meemaakte dat een beroep werd gedaan op artikel 59 van het Senaatsreglement om voorstellen tot amendering uit het debat te weren.

Dit is uiteraard geen louter technische kwestie. Een amendement kan de kwaliteit van de wetgeving tot doel hebben, maar het recht om te amenderen maakt ook deel uit van het initiatiefrecht dat grondwettelijk wordt toegekend aan elk parlementslid. Op elk ogenblik tijdens de besprekking van wetsontwerpen en wetsvoorstellen, zowel in commissie als in plenaire vergadering, hebben de regering en de individuele parlementsleden het amenderings- en splitsingsrecht (art. 76, tweede lid van de Grondwet).

Het amenderingsrecht raakt dus het wezen zelf van de uitoefening van ons mandaat en wordt grondwettelijk beschermd. Het amenderingsrecht verzekert technische aanpassingsmogelijkheden in het belang van de kwaliteit van de wetgeving en maakt het bovenal mogelijk om op democratische wijze de politieke visie van senatoren van meerderheid en oppositie vertaald te zien en ter stemming voor te leggen.

Beperkingen hierop dienen derhalve zeer restrictief te worden toegepast; ze mogen derhalve niet aan willekeur of toevallige meerderheden onderhevig worden gemaakt.

Om het amenderingsrecht te beschermen overeenkomstig de grondwettelijke prerogatieven van de gekozenen, dienen wij een voorstel in om het senaatsreglement aan te passen. Amendementen die worden ingediend door senatoren in de loop van de wetgevende procedure, kunnen slechts om uitzonderlijke redenen onontvankelijk worden verklaard.

We stellen voor dat een procedure wordt ingevoerd waarbij niet alleen een toevallige commissievoorzitter over de ontvankelijkheid beslist, maar het bureau van de Senaat dat ook oordeelt over de ontvankelijkheid van wetsvoorstellen. Tevens willen we dit schriftelijk gemotiveerd zien. We zullen dit voorstel vanmiddag indienen.

Wij hopen hiermee te voorkomen, waarde collega’s, dat u uw politieke wil niet kenbaar zou kunnen maken doordat interessante amendementen op een veeleer willekeurige wijze door de voorzitters van het moment niet ontvankelijk verklaard worden.

Mevrouw Jeannine Leduc (VLD). – Punt 1 van de agenda handelt over het in overeenstemming brengen van onze Belgische wetgeving met de Europese. Uit de besprekking blijkt dat niet alleen publiciteit de gedragingen van jongeren beïnvloedt, maar dat ook de voorbeeldfunctie van de

Mme Jeannine Leduc (VLD). – Le premier point de notre ordre du jour vise à mettre la législation belge en conformité avec la législation européenne. Les débats ont fait apparaître que la publicité n'est pas la seule à influencer les comportements des jeunes et que la fonction d'exemple des

adultes est également importante.

Mme De Schampelaere pointe un doigt accusateur vers la majorité. J'ai pourtant entendu une parlementaire déclarer en allumant une cigarette dans les couloirs du parlement : « Ici, la presse et les électeurs ne me voient pas, je peux donc fumer ». La fonction d'exemple est essentielle. Nous ne faisons que mettre la date en conformité avec la législation européenne.

Mme Mia De Schampelaere (CD&V). – *Je me souviens des paroles de Mme Leduc : « Ce n'est pas la publicité mais le tabac qui tue. » Mme Leduc défend donc bien la publicité pour des substances létales.*

M. Jean-François Istasse (PS). – Je m'en tiendrai à un seul élément qui me semble essentiel. En réalité, cette proposition ne concerne pas uniquement la santé publique, malgré le débat actuellement en cours, même si elle a pour effet bénéfique de financer un fonds public anti-tabac. Nous sommes tous, je crois, partisans de la lutte contre le tabagisme.

Cette proposition est la condition absolument nécessaire, mais malheureusement encore non suffisante, au retour du Grand Prix de Belgique de Formule 1 à Spa Francorchamps. L'objectif de Jean-Marie Happart et de tous ceux qui ont cosigné la proposition est toujours identique : ne pas jouer plus vite que la musique européenne et aligner nos délais sur ceux de la directive européenne.

Depuis que le Sénat a adopté cette proposition, à deux reprises sous la précédente législature, deux évolutions ont pu être observées. La première est un événement politique. En effet, les élections législatives ont été marquées partiellement, mais de manière indiscutable, par le signal des électeurs, au moins francophones, en faveur de ceux qui se battent pour retrouver le Grand Prix.

Deuxième évolution constatée : les conditions internationales pour retrouver le Grand Prix après l'avoir perdu sont toujours plus contraignantes, notamment dans le chef de la fédération internationale. Le temps qui s'est inexorablement écoulé dans ce dossier a en effet eu des conséquences dommageables, même si l'espoir subsiste de réussir envers et contre tout.

Il est certain que si cette dérogation législative n'est pas obtenue dans les jours qui viennent, les chances de voir encore un jour des Formule 1 en Belgique se réduiront comme peau de chagrin. Cet échec n'empêcherait probablement pas le circuit de Francorchamps de se maintenir mais avec, il est vrai, des activités beaucoup moins attractives.

Ce que nous avons déjà perdu cette année et risquons de perdre à l'avenir est encore bien plus grave en termes d'image de marque pour la Belgique tout entière et la Wallonie en particulier. Ce serait un considérable échec sportif, touristique et finalement économique. C'est une évidence pour le secteur Horeca et le commerce en général dans l'est de la Belgique.

On n'a pas assez insisté sur le fait que les associations culturelles, sociales et sportives locales gagnaient des sommes considérables en assurant des petits travaux lors de ces événements. Il en va de même des communes concernées, qui

vollwassenen naar wie jongeren opkijken – ook de beleidsverantwoordelijken dus – belangrijk is.

Mevrouw De Schampelaere wijst nu beschuldigend naar de meerderheid. Nochtans hoorde ik een vrouwelijk parlementslid dat in de wandelgangen een sigaret opstak, zeggen: "Hier is geen pers en zien mijn kiezers me niet, dus kan ik roken." De voorbeeldfunctie is essentieel. Nu brengen we alleen de datum in overeenstemming met de Europese wetgeving.

Mevrouw Mia De Schampelaere (CD&V). – Ik herinner me de woorden van mevrouw Leduc, die overigens ook in het verslag zijn opgenomen: "Het is niet de reclame, maar de tabak die doodt." De reclame voor dodende middelen verdedigt mevrouw Leduc blijkbaar wel.

De heer Jean-François Istasse (PS). – *Ik wil me beperken tot één essentieel element. In dit voorstel gaat het immers niet hoofdzakelijk om de volksgezondheid, ook al leidt het tot de oprichting van een openbaar antitabaksfonds. Ik denk dat we er allen van overtuigd zijn dat tabaksverslaving moet bestreden worden.*

De goedkeuring van dit voorstel is voor de terugkeer van de Grote Prijs van België Formule 1 naar Spa Francorchamps noodzakelijk, helaas nog niet voldoende. Jean-Marie Happart en de medeondertekenaars van het voorstel hebben steeds gewild dat we niet zouden vooruitlopen op de Europese richtlijn.

De Senaat heeft het voorstel tijdens de vorige regeerperiode al tweemaal goedgekeurd, maar sedertdien heeft zich een dubbele evolutie voorgedaan. De verkiezingsuitslag heeft aangetoond dat, althans langs Franstalige zijde, de verdedigers van de terugkeer van de Grote Prijs daar door de kiezer voor beloond werden.

Vooral de internationale federatie stelt steeds meer eisen voor de terugkeer van de Grote Prijs. Veel tijd is al verloren gegaan en dat heeft het dossier geen goed gedaan, maar we blijven hoopvol.

Als deze wettelijke uitzondering er niet snel komt, smelt de kans om ooit nog een Grote Prijs van België Formule 1 te krijgen als sneeuw voor de zon. Dat betekent wellicht niet het einde van het circuit van Francorchamps, maar vermindert in aanzienlijke mate de uitstraling ervan.

Het wegvalLEN van de Grote Prijs dit jaar en het mogelijk verdwijnen ervan in de toekomst schaadt het imago van België en van Wallonië in het bijzonder. Het is een verlies voor de sport, voor het toerisme en voor de economie, zowel de horecasector als de handel in het algemeen in het oosten van België.

Er werd niet genoeg gewezen op de talrijke activiteiten die naar aanleiding van die manifestatie door lokale sociaal-culturele organisaties of sportverenigingen op het getouw worden gezet. De betrokken gemeenten zijn afhankelijk van de manifestatie voor hun financieel evenwicht.

In vele van de landen waar een Grote Prijs wordt georganiseerd, lost de Staat zelf van alle praktische en financiële problemen op.

Het Waals Gewest heeft beslist hiervoor het nodige te doen en het voorstel om collega Happart de leiding te geven over de

en tirent des recettes indispensables à leur budget.

Je tiens enfin à faire observer que dans de nombreux pays organisateurs, surtout ceux qui sont candidats au Grand Prix de Formule 1, c'est l'État lui-même qui se charge d'aplanir toutes les difficultés tant pratiques que financières.

Manifestement, la Région wallonne a décidé de mettre les moyens nécessaires. La proposition de placer notre collègue Jean-Marie Happart à la tête de l'Intercommunale du circuit va dans le bon sens. (*Exclamations sur les bancs CDH-CD&V*).

M. Jean-Marie Happart (PS). – Dites-leur que c'est une activité bénévole pour qu'ils ne se fassent pas d'illusions.

M. Jean-François Istasse (PS). – J'ajoute encore que l'appui de la Région wallonne a un effet indiscutable sur le public. Comme me l'a dit tout à l'heure Jean-Marie Happart, on a pu constater une recrudescence de la fréquentation du circuit à l'occasion des 24 Heures qui viennent d'avoir lieu à Francorchamps. Une grande partie de la population wallonne comprend l'enjeu et se rend plus volontiers aux manifestations sportives, ce dont nous ne pouvons que nous réjouir.

J'ajoute enfin que s'agissant du Grand Prix de Belgique, il ne serait pas incongru que le gouvernement fédéral s'active pour assister le gouvernement wallon en ce moment délicat.

Il me reste à souhaiter vivement qu'une majorité puisse à nouveau être trouvée dans notre assemblée au Sénat. Ce serait la troisième fois et en tant que Verviétois, je vous en serais particulièrement reconnaissant.

J'espère en outre – cette fois, avec confiance – qu'une majorité parlementaire sera enfin trouvée pour la première fois à la Chambre dans les heures qui viennent, ce qui serait aussi une première conséquence importante du résultat des élections du 18 mai et donc, du respect de la volonté de la majorité des électeurs.

M. Jacques Germeaux (VLD). – *J'ai eu l'honneur, en son temps, de défendre à la Chambre ce texte, que je n'hésiterai pas à qualifier de « proposition de loi du bon sens ». Je n'imaginais pas – et c'est toujours le cas – que la loi sur le tabac de M. Vanvelthoven puisse avoir pour objectif de miner l'activité économique d'une région déterminée, en l'occurrence celle de Spa-Francorchamps. L'activité économique de notre pays n'est pas si intense que pour se permettre d'en abandonner l'un ou l'autre pan.*

Le but n'est pas non plus de faire le procès du tabac ni d'opposer les fumeurs aux non-fumeurs. Personne, dans cette assemblée, ne prétend que fumer est bon pour la santé. De même, l'influence néfaste de la publicité pour le tabac ne fait aucun doute. La proposition de loi modifiant la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac et créant un Fonds de lutte contre le tabagisme n'a rien à voir avec de telles considérations.

Simplement, il nous semble logique d'adapter la législation belge à la réglementation européenne, selon laquelle l'interdiction entrera en vigueur dans tous les pays européens dès le 1^{er} janvier 2005.

Ainsi, tout est dit. Mon groupe soutiendra cette proposition de

intercommunale van het circuit is een stap in de goede richting. (Uitroepen van CDH en CD&V).

De heer Jean-Marie Happart (PS). – *Men moet zich geen illusies maken: het gaat hier om vrijwilligerswerk.*

De heer Jean-François Istasse (PS). – *De steun van het Waals Gewest heeft ongetwijfeld een invloed op het publiek. Er waren duidelijk meer toeschouwers op het circuit tijdens de voorbije 24 uur van Francorchamps. Een groot deel van de Waalse bevolking is zich bewust van de inzet en gaat meer sportmanifestaties bijwonen.*

Wat de Grote Prijs van België betreft, zou het daarom niet ongepast zijn dat de federale regering op dit cruciaal moment de Waalse regering zou bijstaan.

Tot slot hoop ik dat er opnieuw en voor de derde keer een meerderheid wordt gevonden in de Senaat. Als inwoner van Verviers zou ik dat bijzonder op prijs stellen.

Bovendien hoop ik dat er de komende uren ook in de Kamer een meerderheid wordt gevonden, als eerste belangrijk gevolg van de verkiezingsuitslag van 18 mei en conform de wil van de kiezer.

De heer Jacques Germeaux (VLD). – Destijds had ik in de Kamer de eer om namens mijn fractie het toenmalige wetsontwerp, dat nu weer als wetsvoorstel is ingediend, te verdedigen. Ook nu zal ik het opnemen voor dit ‘wetsvoorstel van het gezond verstand’. Ik kon en kan mij immers niet voorstellen dat de tabakswet van de heer Vanvelthoven tot doel had enkele belangrijke economische activiteiten of een bepaalde regio, zoals Spa-Francorchamps te fnuiken. Ik denk niet dat het ons land zo voor de wind gaat dat we ons kunnen veroorloven enkele economische activiteiten te laten vallen.

Dit debat gaat niet over tabak, noch over de tegenstelling tussen rokers en niet-rokers. Niemand in deze assemblée, roker of niet-roker, beweert dat roken gezond is. Ook over de nefaste invloed van tabaksreclame bestaat geen twijfel. Het wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten en tot oprichting van een Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik gaat daar niet over.

Het is niet meer dan logisch dat we de Belgische wetgeving aanpassen aan de Europese regelgeving die bepaalt dat het verbod in alle Europese landen ingaat op 1 januari 2005.

Samen met de meerderheid binnen mijn fractie steun ik dit

loi.

M. René Thissen (CDH). – Tout a été dit sur Francorchamps au cours de la législature précédente. Différents arguments ont été développés. À l'intention des quelques nouveaux membres de cette assemblée, j'en rappellerai les points qui me paraissent essentiels.

Tout d'abord, nous sommes convaincus que le tabac tue, qu'il tue beaucoup et que la publicité contribue au problème important qu'est le tabagisme.

Cela est-il en contradiction avec le fait de défendre la proposition de loi concernant Spa-Francorchamps que nous avons toujours soutenue sans aucune réticence ? Nous avons toujours répondu par la négative. En effet, le Grand prix de formule 1 est une activité économique essentielle pour notre région et notre pays et la mesure visant à interdire la publicité pour le tabac n'aurait pas le moindre effet bénéfique pour la santé publique, le transfert du Grand prix de Belgique vers un autre pays autorisant la publicité pour le tabac n'entraînant aucune diminution de la publicité sur les écrans de télévision.

Depuis le début, nous avons soutenu cette proposition dont nous avons été les cosignataires. Nous avons ainsi voulu démontrer combien nous nous soucions également du développement économique de notre région.

Il est vrai qu'on a polémiqué sur l'importance économique du Grand prix de formule 1. Cette polémique peut se poursuivre. Diverses études ont été réalisées. Les habitants de la région sont en tout cas bien conscients de l'importance économique du Grand prix même si ses incidences sont parfois difficiles à chiffrer car extrêmement diluées et distribuées de manière très large, tant dans le secteur horeca que dans les entreprises de maintenance, les associations qui viennent compléter leurs moyens de fonctionnement, que chez les particuliers qui louent des chambres et des installations à l'occasion de cet événement. Ceci concerne non seulement la région proche mais également l'hinterland.

Ce problème évolue. Nous aurons à prendre rapidement des décisions car les échéances sont connues. Nous avons déjà perdu un Grand prix.

Je me réjouis également de constater une évolution au niveau politique. Alors qu'il n'avait pas été possible de faire aboutir ce projet lors de la législature précédente, la nouvelle donne, la réflexion engendrée par les résultats des élections ou les leçons tirées à cette occasion ont amené des formations politiques à revoir leur position. En commission, le SP.A s'est abstenu, donnant ainsi un signal positif qui devrait nous permettre d'aboutir cette fois. Nous éviterions ainsi de perdre cette activité, combien essentielle, non seulement d'un point de vue économique direct mais également en termes d'image pour notre pays.

J'ai lu que certains des pays candidats à l'Union ont fait des études de marché pour estimer la somme nécessaire à investir pour obtenir une notoriété aussi importante que celle que donne l'organisation d'un prix de Formule 1 : un chiffre de 2 milliards de francs a été cité. C'est loin d'être négligeable.

Je dois néanmoins mettre un petit bémol à ma satisfaction de voir aboutir cette proposition que nous avons cosignée. En réunion de commission, la majorité a déposé un amendement visant à supprimer l'intervention budgétaire de 2003 pour la

wetsvoorstel en ik meen dat hiermee alles is gezegd.

De heer René Thissen (CDH). – Over Francorchamps is alles al gezegd tijdens de vorige legislatuur. Er werden verschillende argumenten aangevoerd. Ten behoeve van de nieuwe leden van deze assemblée, verwijs ik naar de punten die ik essentieel vind.

We zijn ervan overtuigd dat tabak doodt, veel zelfs, en dat reclame aanzet tot roken.

Toch verdedigen wij zonder aarzeling het wetsvoorstel betreffende Spa-Francorchamps. De Grote Prijs Formule 1 is immers een essentiële economische activiteit voor ons gewest en ons land. Het verbod op tabaksreclame zou niet het geringste gunstige gevolg hebben voor de volksgezondheid, want het overbrengen van de Grote Prijs van België naar een ander land waar tabaksreclame wel toegelaten is, zou de reclame op de televisie helemaal niet doen afnemen.

Vanaf het begin hebben wij dat voorstel, dat we medeondertekend hebben, gesteund. Daarmee wilden we aantonen dat wij ook bezorgd zijn voor de economische ontwikkeling van ons gewest.

Er is inderdaad een polemiek gevoerd over het economisch belang van de Grote Prijs Formule 1. Die polemiek kan worden voortgezet. Er zijn verschillende studies gemaakt. De inwoners van de streek zijn zich in ieder geval goed bewust van het economisch belang van de Grote Prijs, al kan de weerslag ervan niet exact worden berekend. De inkomsten zijn immers zeer ruim verspreid over de horeca, de onderhoudsbedrijven, de verenigingen die hun werkingsmiddelen uitbreiden, de particulieren die kamers en installaties verhuren ter gelegenheid van deze gebeurtenis. De gevolgen zijn niet beperkt tot het nabijgelegen gebied, ze strekken zich uit tot het hinterland.

We moeten snel beslissen, de kalender is bekend, en we hebben al een Grote Prijs verloren.

Het verheugt mij dat er ook op politiek niveau een evolutie merkbaar is. Tijdens de vorige legislatuur kon nog geen akkoord worden bereikt. Nu is de situatie veranderd, de verkiezingsuitslag heeft tot nadenken gestemd, sommige fracties hebben daaruit lessen getrokken en ze hebben hun standpunt herzien. In de commissie heeft SP.A zich onthouden, zodat het ditmaal misschien wel lukt. Daarmee kunnen we voorkomen dat een activiteit verloren gaat die essentieel is, niet alleen uit economisch oogpunt, maar ook voor de reputatie van ons land.

Ik heb gelezen dat kandidaat-lidstaten van de Europese Unie een marktstudie hebben laten uitvoeren om te weten hoeveel ze moeten investeren om een even grote bekendheid te krijgen als de bekendheid die samengaat met de organisatie van een Prijs Formule 1: er is een bedrag van 2 miljard geciteerd. Dat is toch niet onbelangrijk.

Toch hebben we ook een kleine reden tot ontevredenheid. In de commissie heeft de meerderheid een amendement ingediend met het oog op de afschaffing van de budgettaire tegemoetkoming van 2003 voor de oprichting van het antitabaksfonds. Dat is een vorm van misleiding. Tot aan de verkiezingen hebben eminente regeringsleden de bevolking doen geloven dat de 1,8 miljoen euro van het Rodinfonds de tegemoetkoming van de Staat was voor tabakspreventie,

création du Fonds anti-tabac. Il y a là une forme de tromperie. Jusqu'aux élections, des membres éminents du gouvernement n'ont pas arrêté de faire croire à la population que le 1,8 million d'euros du Fonds Rodin était l'intervention de l'État dans la prévention anti-tabac alors que le Fonds Rodin est alimenté exclusivement par les cigarettiers. Dans la proposition, il était prévu une intervention équivalente de l'État pour alimenter la prévention anti-tabac. Il faut s'engager de manière résolument volontariste contre le tabagisme. Rappelons que durant la législature précédente, le gouvernement fédéral n'a pas dépensé un franc pour cela, alors qu'il y avait en son sein de grands partisans de la lutte contre le tabagisme et que cette matière dépendait d'un ministre vert.

Avec cette proposition, nous avions l'occasion de commencer cette lutte, mais la majorité a décidé, une fois de plus, le report d'au moins un an de l'apport des moyens financiers complémentaires. Il n'y aura donc rien au budget de l'année 2003. Nous le regrettons. Nous avons bien évidemment voté contre l'amendement qui visait à retirer l'apport financier au Fonds anti-tabac pour l'exercice budgétaire 2003. Nous déposerons donc une proposition pour la création d'un véritable Fonds anti-tabac. Nous avons toujours pensé qu'il fallait au moins 500 millions de francs pour alimenter de manière sérieuse la prévention du tabagisme. Nous reviendrons à la charge. Cela devra être intégré dans l'augmentation du prix de la cigarette. J'entends déjà le ministre des Finances nous dire que cette augmentation servira à couvrir la croissance du coût des soins de santé. J'estime que ce qui doit être financé en premier lieu par l'augmentation du prix du tabac, c'est la prévention du tabagisme.

Nous regrettons le pas en arrière de ce report. Mais il y en aura d'autres, je le crains, comme par exemple, l'amputation des moyens à donner au fonds des créances alimentaires. J'espère pourtant que cela n'augure pas d'un retour à une politique budgétaire sans relance d'une véritable politique sociale et de santé dans le pays.

Notre groupe, comme il l'avait déjà fait avant les élections votera pour le retour du grand prix à Francorchamps dès l'année prochaine. Il faut rappeler encore une fois que cette loi ne vise qu'à régler un problème de transition puisque dès 2005 tout le monde sera sur un même pied. Nous pourrons alors nous battre à armes égales pour conserver cette activité dont la pérennité est mise en péril du fait des fortes pressions.

M. Jan Van Duppen (SP.A-SPIRIT). – *Mon intervention sera brève, car cette proposition de loi a essentiellement trait à la prévention et à l'éducation à la santé, compétences dévolues aux Communautés.*

Nous sommes bien entendu convaincus que nos collègues francophones se préoccupent autant que nous – voire davantage – de la santé de leurs concitoyens et des possibilités de leur région. Je rejoins à cet égard Mme De Schampheleire, lorsqu'elle leur suggère de veiller à ce que cette région garde son image de beauté et de pureté. Je suis personnellement un grand amateur d'eau de Spa, pétillante de préférence !

Il ne nous appartient pas, en tant que responsables fédéraux et sénateurs de communauté, de faire la leçon à nos collègues

terwijl dat Fonds uitsluitend door de fabrikanten van sigaretten wordt gestijfd. In het voorstel was voorzien in een gelijkwaardige tegemoetkoming van het Rijk. We moeten ons resoluut inzetten tegen het roken. Tijdens de vorige legislatuur heeft de federale regering daarvoor geen frank uitgegeven, hoewel ze grote voorstanders van de strijd tegen het tabaksgebruik in haar rangen telde en die materie onder de bevoegdheid van een groene minister viel.

Met dit voorstel konden we die strijd aangaan. De meerderheid heeft echter eens te meer beslist de toekenning van extra financiële middelen met minstens een jaar uit te stellen. Op de begroting van 2003 is daarvoor niets uitgetrokken, wat wij betreuren. We hebben uiteraard tegen het amendement gestemd dat ertoe strekt de financiële inbreng in het antitabaksfonds voor het begrotingsjaar 2003 te schrappen. We zullen dan ook een voorstel indienen voor de oprichting van een echt antitabaksfonds. We hebben altijd gedacht dat minstens 500 miljoen frank nodig was om de preventie van tabaksgebruik ernstig te financieren. We zullen opnieuw pogingen ondernemen. Dat geld moet worden doorberekend in de prijs van sigaretten. Ik hoor de minister van Financiën ons al zeggen dat die verhoging zal dienen om de stijging van de kosten voor gezondheidszorg te dekken. Ik vind dat de verhoging van de tabaksprijs in eerste instantie moet dienen voor de preventie van het tabaksgebruik.

Wij betreuren het uitstel. Ik vrees echter dat nog meer zal worden uitgesteld, zoals de middelen voor het alimentatiefonds. Ik hoop dat dit niet de voorbode is van de terugkeer tot een begrotingsbeleid dat geen oog heeft voor een echt sociaal en gezondheidsbeleid.

Onze fractie zal stemmen voor de terugkeer van de Grote Prijs van Francorchamps volgend jaar. Deze wet regelt alleen een overgangsprobleem, want vanaf 2005 zal iedereen op voet van gelijkheid staan. Dan kunnen we met gelijke wapens strijden voor het behoud van die activiteit waarvan het voortbestaan bedreigd is.

De heer Jan Van Duppen (SP.A-SPIRIT). – Net zoals collega-huisarts Germeaux hou ook ik mijn inaugurele uiteenzetting in de Senaat. Mijn uiteenzetting, namens onze fractie, zal kort zijn, omdat ik van mening ben dat dit wetsvoorstel vooral draait om preventie en gezondheidsopvoeding, bevoegdheden die, zoals we allemaal weten, aan de gemeenschappen toebehoren.

Uiteraard zijn we ervan overtuigd dat onze Franstalige collega's even bezorgd, misschien zelfs bezorgder, zijn om de gezondheid van hun streekgenoten en om de gezondheid en mogelijkheden van hun regio. Daarom ben ik blij dat ik het eens kan zijn met de mooi geformuleerde suggestie van collega De Schampheleire om ervoor te zorgen dat deze regio haar imago van schoon en rein behoudt. Persoonlijk ben ik een fervent aanhanger van het drinken van Spawater, zij het

issus de cette belle et pure région du sud de notre pays.

Par contre, j'ai sur le cœur une nouvelle positive, qui, paradoxalement, me chagrine. Nous avons pris connaissance aujourd'hui des résultats d'une étude internationale portant sur l'évolution de la prévention des cancers et des décès dus à des affections malignes dans l'Union européenne. Ces chiffres sont bons. Les statistiques prouvent qu'un revirement s'est produit dans l'évolution observée au cours des années quatre-vingts et qui menaçait de devenir désastreuse : le nombre de décès dus au cancer est en baisse. La prévention n'est bien entendu pas seule en cause. En tant que médecin, j'examine chaque jour un trop grand nombre de patients qui ne sont pas secourus par la prévention, mais par une intervention effectuée en temps opportun et par l'évolution favorable des possibilités existant en matière de soins curatifs.

La prévention n'en est toutefois pas moins importante. Je voudrais, ici, me référer à Lewis Rowett, un expert qui, dans ses Annals of Oncology, souligne la nécessité de contrôler la consommation de tabac. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Comme nous le savons, le nombre de cancers du poumon est en baisse chez les hommes, mais les femmes seront, malheureusement pour elles, confrontées aux mêmes problèmes de santé que ces derniers. En effet, de plus en plus de jeunes filles et de femmes fument. On a dit en commission que ce n'était pas la publicité, mais le tabac, qui tuait. Il n'empêche que la publicité joue un rôle essentiel. Personne ne ferait de la publicité pour les produits du tabac sur le circuit de Formule 1 de Francorchamps s'il n'y avait pas de retombées économiques. Chaque euro investi doit rapporter de l'argent. Chaque euro investi entraînera, en l'occurrence, une augmentation de la vente de cigarettes et, partant, de l'accoutumance au tabac.

Les partisans de la modification de loi soulignent également les possibilités de relance de nombreuses initiatives locales et régionales qu'entraînerait le retour de la Formule 1 à Francorchamps. J'espère qu'ils ont raison, mais trop d'espoir est vain : bien d'autres facteurs sont nécessaires pour un renouveau économique.

Notre groupe s'abstiendra lors de ce vote. En tant que parti de la majorité, nous voulons soutenir nos collègues, mais nous voulons aussi clairement faire comprendre aux habitants de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles qu'il faut en finir avec une publicité qui influence en permanence le comportement des gens et aboutit à des aberrations chroniques, dont vous avez par ailleurs un exemple devant vous. J'ai arrêté de fumer il y a vingt ans, lorsqu'en tant que médecin généraliste, j'ai été confronté aux effets du tabagisme sur mes patients. Vous pouvez en voir le résultat : l'obésité. Les consommateurs sont quotidiennement assaillis de publicité influençant leur comportement alimentaire.

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – Vous oubliez la

niet het reine water, want ik hou van de bubbels. Ik hou dus meer van Spa rood, waar pit in zit, dan van het afgevlakte Spa blauw. Maar dit terzijde.

Als federale verantwoordelijken, maar ook als Vlaamse gemeenschapssenatoren hebben wij onze collega's uit het zo mooie, zo schone en zo reine zuidelijke landsgedeelte niet de les te spellen.

Wel moet me het volgende van het hart. Net vandaag zijn de resultaten bekend gemaakt van een internationale studie over de evolutie van het voorkomen van kankers en sterfgevallen door kwaadaardige aandoeningen in vijftien landen van de Europese Unie. De cijfers zijn goed. De studie onderbouwt met statistieken dat er een kentering is gekomen in de evolutie die we in de jaren 1980 hebben gekend en die desastreus dreigde te worden. Het aantal overlijdens door kanker daalt. Uiteraard komt dat niet alleen door preventie. Ik ben de laatste om dat te beweren, want ik zie dagelijks te veel mensen die niet door preventie, maar door een tijdig curatief ingrijpen en een gunstige evolutie van de mogelijkheden in de curatieve gezondheidszorg geholpen worden.

Dat wil echter niet zeggen dat preventie niet belangrijk is. Ik verwijst hier naar Lewis Rowett, een belangrijk deskundige die in de *Annals of Oncology* wijst op de noodzaak aan controle op tabaksconsumptie. Daar gaat het vandaag over en daarom vind ik het zo pijnlijk deze resultaten net vandaag te lezen. We weten dat – gelukkig voor de heren onder ons – het aantal longkancers bij mannen daalt, maar ook dat vrouwen – jammer genoeg voor hen – als het zo doorgaat gedwongen zullen worden om hun laatste levensjaren te slijten als oudere heren, met alle problemen van dien, ook longkanker.

Het roken is bij meisjes en vrouwen immers dramatisch toegenomen. In de commissie werd opgemerkt dat niet de reclame doodt, maar de tabak. Het spijt me zeer: reclame speelt daarin een essentiële rol. Geen enkele gek zal reclame maken voor tabaksproducten op het Formule 1-circuit in Francorchamps wanneer er geen economische return tegenover staat. Elke geïnvesteerde euro moet opbrengen en zal in dit geval een stijging van de sigarettenverkoop en bijgevolg van de tabaksverslaving inhouden.

De voorstanders van de wetwijziging wijzen ook op de mogelijke economische opleving van tal van lokale en regionale initiatieven zelfs met regio-verschrijdende effecten, als de Formule 1-competitie terug naar Francorchamps komt. Ik hoop dat zij gelijk krijgen, maar vele hoop is ijdel. Voor een economische heropleving zullen heel wat andere verhalen nodig zijn.

Onze fractie zal zich bij de stemming onthouden. Wij willen als meerderheidspartij onze collega's ondersteunen, maar wij willen de inwoners van Vlaanderen, Wallonië en Brussel ook duidelijk maken dat reclame die het gedrag van mensen continu beïnvloedt en leidt tot chronische aberraties moet stoppen. Een voorbeeld van zo een aberratie ziet u nu voor zich staan: obesitas. Ik heb destijds gerookt, maar ben 20 jaar geleden gestopt toen ik als huisarts werd geconfronteerd met de gevolgen van roken bij mijn patiënten. Het gevolg ervan ziet u nu. Consumenten worden ook dag in dag uit bestookt met reclame die hun eetgedrag beïnvloedt.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – U vergeet het

politique gouvernementale en matière de drogue.

M. Jan Van Duppen (SP.A-SPIRIT). – *J'y reviendrai volontiers plus tard.*

Je souhaite à nos collègues francophones une politique antitabac couronnée de succès et un développement économique – « en beauté et en pureté » – tout aussi fructueux.

M. Wim Verreycken (VL. BLOK). – *Après avoir entendu les débats en commission et les interventions en séance plénière, je n'ai plus confiance dans le système. Nous sommes témoins de pratiques des plus curieuses. Des lois adoptées par une majorité sont ensuite joyeusement abrogées par une nouvelle majorité. Les majorités sont le fruit du hasard, si bien qu'une loi est adoptée par hasard pour faire plaisir à quelques personnes. Le commerce des armes est ainsi régionalisé pour faire plaisir à quelques marchands d'armes. Le sénateur le plus simpliste qui soit est nommé secrétaire d'État pour sa seule satisfaction et à la Simplification administrative, qui plus est ! Le citoyen est imposé de plus en plus lourdement et obtient en échange un représentant des « Leading Succes People », ce qui ne fait plaisir à personne. Tout cela fait que j'ai perdu la foi dans les institutions.*

Aujourd'hui, nous avons la cerise sur le gâteau. L'association ABE, les Amis de Bernie Ecclestone, et surtout le partenaire d'Ecclestone qui encaisse les revenus de Francorchamps exigent que le parlementadopte une loi d'exception. La Belgique est certes passée maître dans l'élaboration de lois d'exception mais la présente proposition dépasse l'entendement.

Sous la pression du ministre wallon de l'Économie, Serge Kubla, Bernie Ecclestone aurait accepté d'organiser un grand prix de formule 1 à Francorchamps mais seulement si le parlement se plie à ses caprices. Je n'ose imaginer quelle somme on a dû lui faire miroiter. Cette histoire est toutefois trop émouvante pour être vraie : deux amis qui, au terme d'une entrevue amicale, décident de revenir sur une décision prise. Une telle chose n'est possible que s'il y a du pognon à la clé. J'aimerais savoir d'où provient ce pognon même si je sais que dans ce pays, les dettes doivent toujours être payées par les Flamands.

Que font les sénateurs serviles maintenant ? Ils opinent du bonnet.

Les interventions nous ont appris que la moindre abstention fera se retourner dans sa tombe politique l'ancien parlementaire Vanvelthoven. Une majorité a été trouvée pour cette loi d'exception. Cela sera fatal pour la crédibilité du Sénat. Cette loi symptomatique réduit tous les bén-i-oui-oui au rang de valets d'un homme d'affaires international.

Le nœud de l'affaire, la publicité pour le tabac, a été traité plus que largement lors de l'examen de la loi initiale de 1997 et lors de la bataille livrée par voie d'amendements par notre collègue Happart, notamment pour vider la loi de sa substance.

Aucun fait nouveau ne modifie aujourd'hui les motivations initiales de la loi de 1997. Il y a seulement eu depuis lors une négociation gouvernementale où les Wallons ont présenté leurs revendications devant lesquelles le premier ministre,

drugsbeleid van de regering.

De heer Jan Van Duppen (SP.A-SPIRIT). – Daar wil ik het later met u nog eens over hebben.

Ik wens onze Franstalige collega's een zeer succesvol anti-tabaksbeleid en een zeer succesvolle 'schone en reine' economische ontwikkeling toe.

De heer Wim Verreycken (VL. BLOK). – Na de besprekkingen in de commissie en de toespraken hier in de plenaire vergadering, geloof ik niet meer in het systeem. De meest eigenaardige praktijken worden gevolgd. Wetten die met een meerderheid worden goedgekeurd, worden even nadien vrolijk ongedaan gemaakt, door een nieuwe meerderheid. De meerderheden zijn toevallig gevormd, waardoor een wet bij toeval wordt goedgekeurd, alleen om enkele mensen een plezier te doen. Wapenhandel wordt bijvoorbeeld geregionaliseerd om enkele handelaars een plezier te doen. De meest simplistische senator die we ooit hebben gekend, wordt staatssecretaris om hemzelf een plezier te doen, staatssecretaris voor de Administratieve Vereenvoudiging uiteraard! De burger wordt altijd maar zwaarder belast en krijgt in ruil daarvoor een afgevaardigde van de *Leading Succes People*, wat niemand een plezier doet. Door al zulke zaken ben ik het geloof in de instellingen verloren.

Vandaag krijgen wij de klap op de vuurpijl. De vereniging VBE, namelijk de Vrienden van Bernie Ecclestone, en vooral de partner van Ecclestone, die de inkomsten van Francorchamps incasseert, eisen dat het parlement een uitzonderingswet goedkeurt. België is weliswaar specialist in het uitvaardigen van uitzonderingswetten, maar het voorliggende voorstel overtreft elke fantasie.

In een ontroerend krantenverslag konden we lezen dat de Waalse minister Serge Kubla een onderhoud had met Bernie Ecclestone. Na het onderhoud verklaarde Bernie dat zijn vriend Serge hem ervan had overtuigd om toch nog een Formule 1-wedstrijd in Francorchamps te organiseren, maar dan enkel indien het parlement aan zijn grillen tegemoet komt. Ik durf niet te gokken hoeveel gemeenschaps geld aan vriend Bernie werd voorgespiegeld. Het verhaal is echter te ontroerend om waar te zijn: twee vrienden die elkaar ontmoeten en die na een vriendschappelijk gesprek besluiten om op een genomen beslissing terug te komen. Zoets is alleen maar mogelijk als er veel poen achter zit. Ik zou wel eens willen weten waar die poen vandaan komt, al weet ik dat de schulden in dit land altijd door Vlaanderen moeten worden betaald.

Wat doen de slaafse senatoren nu? Ze knikken ja.

Uit de toespraken hebben wij al geleerd dat een onthouding ervoor zal zorgen dat oud-parlementslied Vanvelthoven zich omdraait in zijn politiek graf. Voor deze uitzonderingswet is een meerderheid gevonden. De geloofwaardigheid van de Senaat zal daardoor helemaal verdwijnen. Die symptomatische wet is een onding en een degradatie van alle ja-stemmers tot knechten van één internationale zakenman.

De grond van de zaak, de tabaksreclame, werd meer dan uitvoerig behandeld bij de besprekking van de initiële wet van 1997 en ook tijdens de daarop volgende

avid de pouvoir, a capitulé.

Cela ne figure pas dans l'accord de gouvernement mais l'examen en urgence de cette proposition prouve que des arrangements secrets ont été pris. La publicité pour le tabac est manifestement un point de rupture pour ce gouvernement.

J'ai entendu des déclarations insensées en commission, comme « ce n'est pas la publicité mais le tabac qui tue ». Je réponds à de telles âneries que « ce n'est pas le meurtrier qui tue mais la balle ». Un tel simplisme est indigne du Sénat.

Aucune loi d'exception n'a jadis été exigée pour Zolder. Aucun sénateur n'est monté à la tribune pour Zolder. Zolder a été abandonné à son sort et a perdu le grand prix de formule 1.

A en croire notre collègue Happart, c'est tout le pays qui court à la catastrophe économique si nous perdons le grand prix de Francorchamps. Je ne le crois pas.

Si Francorchamps ne peut faire la même chose que Zolder, c'est un signe de fainéantise économique. Les responsables de Francorchamps savent que la Flandre paiera de toute façon chaque perte subie par la Région wallonne. La Flandre paiera et une reconversion sera de toute façon nécessaire car la directive européenne n'autorise qu'une seule fois un grand prix avec publicité pour le tabac à Francorchamps et celui-ci n'aura lieu que si Bernie Ecclestone obtient les fonds que son ami Serge lui a promis.

M. Jacques Germeaux (VLD). – Je voudrais revenir brièvement sur vos déclarations à propos de Zolder. Je pense que vous devez à nouveau être à l'écoute des mandataires locaux. La perte du grand prix et la législation sur la pollution sonore ont bel et bien fait du tort à la région de Zolder.

Voici quelques mois, j'ai proposé à la Chambre, si le grand prix revient en Belgique, de réinstaurer le tour de rôle qui existait jadis. Le grand prix pourrait, une année, être organisé au nord et l'année suivante, au sud. Je ne pense pas que vous vous y opposerez. Un grand prix de formule 1 a une

uite Hollingsamendementenslag van onder meer collega Happart.

Vandaag zijn er geen nieuwe feiten die de oorspronkelijke bewegredenen voor de wet van 1997 kunnen wijzigen. Er heeft alleen een regeringsonderhandeling plaatsgevonden met Waalse eisen, waarvoor de machtsgeile premier is gezwicht.

Dat staat niet in het regeerakkoord, maar de hoogdringende behandeling waarvoor met vakantieagenda's moet worden geschoven, toont aan dat er geheime akkoorden werden gesloten. Tabaksreclame is blijkbaar een breekpunt voor deze regering.

In de commissie moest ik onzin aanhoren als "Het is niet de reclame die doodt, maar wel de tabak", onzin die in de vorige legislatuur ook al werd gedebiteerd door iemand die nu staatssecretaris voor 'simplismen' is. Op zulke onzin antwoord ik het is "niet de moordenaar die doodt, maar wel de kogel". Misschien kan zulke thesis de minister van Justitie bevallen, want dan kunnen de parketten zich voortaan beperken tot het verhoren van kogels en hun veroordeling tot levenslange opsluiting in de kelders van de gerechtshoven. Dat zou de werking van de parketten versoepelen, maar het blijft wel klinkklare onzin. Een simplisme de Senaat onwaardig.

Vele jaren gelden heeft ook Zolder de organisatie van de Formule 1-wedstrijd verloren. Zolder heeft echter andere activiteiten aangetrokken en uit gesprekken met mandatarissen uit de regio en handelaars blijkt dat Zolder vandaag opnieuw een succesverhaal is

Voor Zolder werden destijds helemaal geen uitzonderingswetten geëist. Voor Zolder zijn geen senatoren op het spreekgestoelte gekomen. Zolder werd aan zijn lot overgelaten en heeft de Formule 1-wedstrijd gewoon verloren.

Als we collega Happart moeten geloven ziet heel het land een economische catastrofe tegemoet als we de Formule 1-wedstrijd in Francorchamps verliezen. Niet alleen het Waalse gewest zal worden getroffen. Ik geloof hem niet.

Als Francorchamps niet hetzelfde kan realiseren als Zolder, is dat een teken van economische luiheid. Ze weten dat Vlaanderen toch zal betalen voor elk verlies dat het Waalse gewest lijdt. Dat is de kern van het hele verhaal. Vlaanderen zal betalen en een omschakeling zal er hoe dan ook moeten komen, want volgens de Europese richtlijn kan er nog maar een keer een Formule 1-wedstrijd met tabaksreclame in Francorchamps worden georganiseerd, en op voorwaarde natuurlijk dat Bernie Ecclestone de middelen krijgt die vriend Serge hem beloofd heeft.

De heer Jacques Germeaux (VLD). – Mijnheer Verreycken, ik wens even terug te komen op uw uitspraak in verband met Zolder. Ik denk dat u uw oor toch eens opnieuw te luisteren moet leggen bij de lokale mandatarissen. Het verlies van de Grand Prix en de wetgeving op de geluidshinder hebben de regio van Zolder wel veel pijn gedaan.

Ik had enkele maanden geleden in de Kamer volgend voorstel gedaan. Mocht de Grand Prix naar België komen, zouden we de wisselrol die vroeger bestond opnieuw kunnen invoeren. De Grand Prix zou dan het ene jaar in het noorden en het andere jaar in het zuiden worden gereden. Ik denk niet dat u zich daartegen zal verzetten. Economisch gezien, is een

grande importance économique.

M. Wim Verreycken (VL. BLOK). – *Je n'ai pas dit que la suppression du grand prix à Zolder n'a pas fait de tort mais que Zolder a réussi à attirer d'autres activités lucratives. A Zolder, on ne peut parler de fainéantise économique. Zolder a réussi sa reconversion économique sans faire appel aux deniers de la communauté, ce qui est manifestement une caractéristique flamande. Cela n'arrivera pas à Francorchamps car en cas de débâcle, c'est la Flandre qui paiera. C'est une habitude typiquement belge et wallonne.*

Le Vlaams Blok continuera à défendre toutes les petites associations sportives et les milliers de petits commerçants qui pensaient que la loi du 10 décembre 1997 s'appliquait à tous. Ils n'ont pas pu compter sur des amis participant aux négociations gouvernementales. Du jour au lendemain, ils ont dû renoncer au produit de la publicité pour le tabac et sont aujourd'hui les grandes victimes des pourparlers entre Bernie, Serge et Jean-Marie. Ce sont les petits justiciables qui doivent payer. Beaucoup d'entre eux ont fait faillite, faute d'avoir trouvé de nouveaux investisseurs ou sponsors. Ils sont aujourd'hui la risée du Sénat. S'il avaient eu de meilleurs amis politiques, ils auraient, eux aussi, pu faire changer la loi à leur avantage.

Au nom de ces petits justiciables, je vous demande de ne pas adopter cette loi d'exception et de chasser à la vitesse d'une voiture de formule 1 Bernie Ecclestone et ses amis des salles de lobbying du parlement.

M. Louis Siquet (PS). – En tant que signataire de la présente proposition et en tant que sénateur de la Communauté germanophone, je tiens à vous rappeler l'importance du Grand prix de formule 1 de Belgique pour l'économie et le tourisme de ma Région.

Sans pour autant négliger les conséquences néfastes du tabac sur la santé, je veux vous faire part de mon intime conviction.

La disparition du Grand prix de Formule 1 priverait ma Région de ressources économiques et financières considérables. En effet, le circuit de Spa-Francorchamps ne profite pas uniquement au secteur Horeca, mais aussi à d'autres secteurs. Je pense notamment à l'Intercommunale du circuit de Spa-Francorchamps, aux clubs sportifs et aux associations culturelles.

De manière générale, le Grand prix de Formule 1 de Belgique contribue également à promouvoir une image positive de la Belgique. J'ai déjà eu l'occasion d'aborder cet aspect lors des discussions que nous avons eues dans le courant de la précédente législature. Toute manifestation ou compétition sportive organisée au niveau mondial constitue, pour l'ensemble de la Belgique, un immense potentiel.

J'ajoute que je défendrais avec la même ferveur et la même conviction tout autre événement mondial, sportif ou autre.

Formule 1-wedstrijd voor de regio een heel belangrijk gegeven.

De heer Wim Verreycken (VL. BLOK). – Ik apprecieer de opmerking van de heer Germeaux ten zeerste. Ik heb niet gezegd dat de schrapping van de Formule 1-wedstrijd Zolder geen pijn heeft gedaan, wel dat het erin geslaagd is om nieuwe activiteiten aan te trekken waardoor er vandaag een winverhaal bestaat. In Zolder is er geen sprake geweest van economische luiheid. Daar is men erin geslaagd een economische reconversie door te voeren zonder een beroep te doen op gemeenschapsgelden, een typische Vlaamse eigenschap blijkbaar. Wij doen het altijd zelf. Dat zal in Francorchamps niet het geval zijn, want als er daar een debacle komt, zal Vlaanderen betalen, een typische Belgische en Waalse gewoonte.

Het Vlaams Blok zal de honderden kleine sportverenigingen en duizenden kleine handelaars blijven verdedigen, want zij dachten dat de wet van 10 december 1997 bindend was voor iedereen. Ze hadden geen vrienden die aan de regeringsonderhandelingen deelnamen. Ze moesten van de ene dag op de andere afzien van inkomsten uit tabaksreclame en zijn vandaag de grootste slachtoffers van de onderhandelingen tussen de vrienden Bernie, Serge en Jean-Marie. De kleine wetsonderhorigen moeten betalen. Velen zijn over de kop gegaan omdat ze deze wet moesten volgen en geen nieuwe sponsors of investeerders vonden. Vandaag worden ze door de Senaat weggetracht. Met betere politieke vrienden hadden ze de wet destijds ook in hun voordeel kunnen ombuigen.

Die kleine wetsonderhorigen zal ik altijd blijven verdedigen tegen de grote en dikke poen scheppende vrienden. Ik vraag namens die kleine wetsonderhorigen om de uitzonderingswet niet goed te keuren en om Bernie en zijn vrienden met de snelheid van een Formule 1-wagen uit de lobbyzalen van het parlement te verjagen.

De heer Louis Siquet (PS). – *Als medeondertekenaar van dit voorstel en als gemeenschappsenator voor de Duitstalige Gemeenschap wil ik wijzen op het belang van de Grote Prijs van België Formule 1 voor de economie en het toerisme in onze regio.*

Ik wil de negatieve invloed van het roken op de gezondheid niet verhelen, maar ik ben ervan overtuigd dat de verdwijning van de Grote Prijs van België een aanzienlijk verlies van inkomsten zal betekenen voor mijn gewest. Het circuit levert niet alleen inkomsten op voor de horeca, maar ook voor andere sectoren: de intercommunale van het circuit, sportclubs en culturele verenigingen.

De Grote Prijs van België draagt bij tot de verspreiding van een positief imago van België. Ik heb dit aspect tijdens de vorige legislatuur al uitvoerig uiteengezet: de organisatie van een sportmanifestatie op wereldniveau is een enorm potentieel voor het gehele land.

Ik zou met evenveel overtuiging om het even welke andere manifestatie op wereldniveau verdedigen.

Destijds was ik tot de conclusie gekomen dat, ook al werden er geen Formule 1-wedstrijden meer in België gereden, ze toch nog elders zouden blijven plaatsvinden. Dezelfde redenering geldt voor de tabaksreclame. Het verbod op

À l'époque, j'en étais arrivé à la conclusion que, même s'il ne devait plus y avoir de compétitions de Formule 1 en Belgique, celles-ci continueraient à être organisées à d'autres endroits – il en va de même en ce qui concerne la publicité pour le tabac – et que des millions de spectateurs suivraient le spectacle à la télévision. L'interdiction de la publicité pour le tabac n'aurait aucun impact sur le comportement de nos citoyens en matière de consommation.

Aujourd'hui, nous nous alignons sur la directive européenne uniquement en ce qui concerne la date d'entrée en vigueur de l'interdiction de la publicité pour le tabac.

Comme en 2002, je suis convaincu que les citoyens nous serons reconnaissants d'adopter cette proposition de loi.

M. Etienne Schouuppe (CD&V). – *Le rapport de M. Germeaux nous a fait gagner beaucoup de temps ! Je voudrais développer certains aspects évoqués en commission.*

Le débat en commission m'a semblé quelque peu irréel. D'une part, M. Happart et d'autres ont prononcé un vibrant plaidoyer en faveur des aspects économiques liés à l'organisation d'une compétition de Formule 1, laquelle, retransmise par les télévisions du monde entier, constitue une belle carte de visite pour le pays qui l'organise.

D'autre part, nous avons entendu des plaidoiries enflammées contre la consommation de tabac, mais qui minimisent l'impact de la publicité, tous s'accordant par ailleurs à ne pas considérer les cigarettiers comme des mécènes.

Le ministre a réagi de façon habile à ces propos. Il faut faire un choix, a-t-il dit, entre l'intérêt économique et la santé publique. En l'occurrence, seul l'intérêt économique a été pris en compte. M. Verreycken a souligné de façon assez cynique que l'organisation d'une compétition de Formule 1 rapportait énormément d'argent.

La vérité, exprimée tant en commission qu'en séance plénière par M. Istasse, est la suivante : le résultat des élections du 18 mai dernier oblige en quelque sorte les partis politiques francophones à approuver une loi Ecclestone pour rétablir leur image auprès de l'opinion publique francophone. La position que les écologistes ont adoptée dans le dossier Francorchamps leur a fait subir une lourde défaite lors des élections. Ce dossier a dès lors un lourd impact politico-psychologique.

Malgré la réprobation exprimée à l'encontre de la consommation de tabac, la majorité a reporté d'un an la création du fonds. C'est une preuve supplémentaire qu'Ecolo et Agalev ont souvent été abusés. Certaines lois ne furent approuvées que pour les caresser dans le sens du poil. Maintenant que la majorité n'a plus besoin d'eux, ces lois sont purement et simplement supprimées. J'espère que cela vous servira de leçon pour le futur.

M. Jacques Timmermans (SP.A-SPIRIT). – *Le CD&V a*

tabaksreclame zou dus geen enkele invloed hebben op het consumptiepatroon van onze medeburgers.

Vandaag stemmen wij onze wetgeving, enkel wat de datum van inwerkingtreding van het verbod op tabaksreclame betreft, op de Europese richtlijn af.

Net zoals in 2002 ben ik ervan overtuigd dat de burger ons daar dankbaar voor zal zijn.

De heer Etienne Schouuppe (CD&V). – Met het verslag van de heer Germeaux tegen Formule 1 snelheid hebben we heel wat tijd kunnen winnen. Ik zal mij derhalve veroorloven zelf enkele aspecten te belichten die bij de besprekking in de commissie aan bod zijn gekomen.

De commissiebesprekking had een irreël karakter. Enerzijds hebben de heer Happart en anderen een vurig pleidooi gehouden ter verdediging van de economische aspecten die gepaard gaan met de organisatie van een Formule 1-wedstrijd. De uitzending van een Formule 1-wedstrijd die overal in de wereld wordt bekeken, is een belangrijk visitekaartje voor het land waar de wedstrijd plaatsvindt omdat op die manier duidelijk wordt wat er in de regio leeft en omdat de schoonheid ervan in beeld wordt gebracht.

Anderzijds hebben we vurige pleidooien gehoord tegen het gebruik van tabak, waarbij de betekenis van de reclame werd geminimaliseerd, terwijl het voor iedereen duidelijk is dat de tabaksfirma's hier niet als mecenassen optreden.

De minister heeft daarop handig ingespeeld. Hij heeft toegegeven dat we in dit dossier voor een delicate keuze staan tussen het economische belang en de volksgezondheid. Enkel het economisch voordeel heeft hier gespeeld.

De heer Verreycken heeft op een vrij cynische wijze aangetoond dat de organisatie van een Formule 1-wedstrijd heel wat geld oplevert.

De waarheid werd, zowel in de commissie als vandaag in de plenaire vergadering, verwoord door de heer Istasse. De waarheid is dat de verkiezingen van 18 mei jongstleden hebben aangetoond dat de Franstalige politieke partijen een wet-Ecclestone moeten goedkeuren om hun imago bij de Franstalige bevolking te herstellen. Ecolo heeft ingevolge zijn houding in het dossier Francorchamps bij de verkiezingen een zware opdoffer gekregen. Het dossier is zwaar politiek-psychologisch beladen.

Ondanks de afkeurende woorden met betrekking tot het gebruik van tabak heeft de meerderheid de oprichting van het fonds met een jaar verdaagd. Dat is een bewijs te meer dat Ecolo en Agalev in het recente verleden meermaals met een kluitje in het riet zijn gestuurd. De goedkeuring van sommige wetten had louter als bedoeling hen te paaien. Nu Ecolo en Agalev voor de regering niet meer nodig zijn, worden die wetten die zij er door geduwd hebben in het verleden gewoonweg afgeschaft. Ik hoop dat u dit als een les voor de toekomst zult onthouden.

De heer Jacques Timmermans (SP.A-SPIRIT). – CD&V

également une certaine expérience en la matière.

M. Etienne Schouuppe (CD&V). – Je puis assurer à M. Timmermans que nous serons logiques avec nous-mêmes lors de ce vote. Nous ne devrons pas, comme son groupe, modifier notre position et nous abstenir. Je comprends qu'un changement de gouvernement en entraîne d'autres... Quoi qu'il en soit, nous nous réjouissons à l'idée de disposer de ce fonds en 2004, du moins si le budget le permet, question sur laquelle le ministre ne s'est pas encore prononcé. Nous serons fixés à ce sujet lors de l'examen du budget 2004 et de l'ajustement du budget 2003. Nous pourrons alors constater si les paiements annoncés en son temps par le ministre Tavernier ont été effectués.

Mme Defraigne a dit que les partis néerlandophones parleraient d'une « victoire francophone ». Mme De Schampelaere a souligné que les deux lois qui doivent être traitées de toute urgence – celle concernant le commerce des armes et cette « loi Ecclestone » – ne sont mentionnées nulle part dans la déclaration de gouvernement. Elles sont donc traitées sur la base d'accords conclus lors des négociations gouvernementales. Nous en prenons acte, mais l'existence de tels arrangements, non rendus publics, nous déplaît. Nous verrons si d'autres éléments de cet acabit surgiront encore à l'avenir.

Avant les élections, les présidents des partis flamands de la majorité ont, je le rappelle, fait des promesses au sujet des matières qui seraient régionalisées. Force est, une fois de plus, de constater que les éléments pointés par les présidents des partis flamands ont été écartés après les élections.

Mme Defraigne nous a donc mal compris. Il ne s'agit pas d'une « victoire francophone ». Nous ne pourrons d'ailleurs être fixés qu'en 2004 et 2005, lorsqu'il apparaîtra que le Grand Prix de Formule 1 ne sera probablement pas organisé en Belgique. Il s'agit, non d'une « victoire francophone », mais bien d'une « défaite des partis flamands de la majorité ».

Mme Jacinta De Roeck (SP.A-SPIRIT). – Grâce à la ténacité de notre collègue Happart, il nous est « permis » aujourd'hui de voter pour la troisième fois sur la même proposition de loi. Si le proverbe se confirme, M. Happart gagnera sa bataille, celle de Francorchamps et du lobby du tabac. Je n'ai pourtant entendu aucun argument nouveau et convaincant en commission. Cette loi n'établit une exception que pour Francorchamps. Toutes les autres activités sportives devront toujours se passer de la publicité pour le tabac. Elles s'en passent d'ailleurs bien car elles ont trouvé d'autres solutions et ont survécu.

Francorchamps en revanche n'a pas tenté de trouver une solution. L'expérience de Zolder nous montre pourtant qu'un circuit est viable même sans publicité pour le tabac.

Pour les écologistes, c'est la santé publique qui prime dans ce dossier. Dire que c'est le tabac et non la publicité qui tue, n'est pas tout à fait vrai. Les études montrent que le tabagisme est l'une des principales causes de décès. La publicité vise à accroître les ventes de tabac et pas seulement à amener les consommateurs à choisir une autre marque. La

heeft daar ook ervaring mee.

De heer Etienne Schouuppe (CD&V). – Ik kan collega Timmermans verzekeren dat wij bij de stemming over dit dossier consequent zullen zijn. We moeten niet de bocht nemen die zijn partij moet nemen door zich te onthouden. Ik begrijp wel dat, wanneer de regering verandert, men ook eens van trui moet wisselen. We verheugen ons in elk geval dat we in 2004 het fonds zullen hebben, ten minste als het budgettaar mogelijk is. De minister heeft zich daarover nog altijd niet uitgesproken. We zullen dat kunnen nagaan als binnenkort de begroting 2004 en de aanpassing van de begroting 2003 worden voorgelegd. We zullen dan kunnen vaststellen of de betalingen die minister Tavernier indertijd aankondigde, al dan niet gebeurd zijn.

Mevrouw Defraigne zei dat de Nederlandstalige partijen zouden spreken over een ‘victoire francophone’. Collega De Schampelaere heeft vandaag nogmaals onderstreept dat de twee wetten die nu hoogdringend moeten worden behandeld, namelijk die over de wapenhandel en deze ‘wet-Ecclestone’, nergens in de regeringsverklaring worden vermeld. Ze worden dus behandeld op grond van afspraken die werden gemaakt ter gelegenheid van de regeringsonderhandelingen. We nemen daar akte van, al zijn we niet gelukkig met dergelijke nevenafspraken die niet in de openbaarheid zijn gebracht. We zullen zien welke andere zaken buiten het regeerakkoord nog aan bod zullen komen. We benadrukken wel dat vóór de verkiezingen de voorzitters van de Vlaamse meerderheidspartijen zeer dure eden hebben gezworen over aangelegenheden die in het belang van de Vlamingen zouden worden geregionaliseerd. Eens te meer moeten we vaststellen dat de elementen die door de voorzitters van de Vlaamse partijen uitdrukkelijk werden aangekaart, na de verkiezingen naar het Forum werden verwezen. Mevrouw Defraigne heeft ons dan ook volledig verkeerd begrepen. Het gaat niet over een ‘victoire francophone’. We zullen dat trouwens pas in 2004 en 2005 kunnen nagaan wanneer, na de goedkeuring van deze wet, zal blijken dat de Formule 1-prijs waarschijnlijk toch niet naar België zal komen. In plaats van een ‘victoire francophone’ stellen we wel vast dat er sprake is van een ‘défaite des partis flamands de la majorité.’

Mevrouw Jacinta De Roeck (SP.A-SPIRIT). – Dankzij de vasthoudendheid van collega Happart ‘mogen’ we vandaag voor de derde keer over hetzelfde wetsvoorstel stemmen. Als het spreekwoord klopt, zal de heer Happart zijn slag én de slag om Francorchamps én die van de tabakslobby thuishalen. Nochtans heb ik tijdens de besprekingen in de commissie geen nieuwe en geen overtuigende argumenten gehoord. Deze wet is en blijft een wet die enkel een uitzondering maakt voor Francorchamps. Alle andere sportactiviteiten moeten het zonder tabaksreclame blijven doen. Ze doen het ook zonder. Ze zochten en vonden alternatieven en overleefden.

In Francorchamps kende men dit probleem ook al langer. Daar zijn echter geen pogingen ondernomen om naar een oplossing te zoeken. Daarom behandelen we dit voorstel vandaag voor de derde keer. De ervaring in Zolder leert ons dat ook zonder tabaksreclame een circuit leefbaar is. Daar heeft men op een creatieve manier een oplossing gevonden.

Voor de groenen primeert in dit dossier de volksgezondheid. De redenering dat tabak en niet de reclame doodt, klopt niet helemaal. Onderzoek wijst uit dat roken een van de grote

publicité incite bel et bien les gens à fumer, surtout les jeunes qui sont très sensibles à la publicité. Prétendre le contraire est un non-sens.

La création d'un Fonds de lutte contre le tabagisme est, selon moi, un emplâtre sur une jambe de bois. Ce Fonds pourrait être utile si l'objectif pouvait être atteint. Or, le Fonds relève de la compétence fédérale alors que la prévention est une matière communautaire. Il faudra organiser une concertation entre les communautés, ce qui pose souvent problème. De plus, aucun versement en faveur du fonds n'aurait encore été effectué et ne le sera l'année prochaine puisque, comme l'indique la loi-programme, plusieurs dossiers sont différés. On se demande donc si le Fonds de lutte contre le tabagisme aura un jour les moyens de fonctionner.

Mon attitude reste tout aussi conséquente que sous la précédente législature : non au tabac, non à la publicité pour le tabac mais oui à la santé publique !

M. Patrik Vankrunkelsven (VLD). – *Au cours de la législature précédente, j'ai fulminé contre une révision possible de la législation sur la publicité en faveur du tabac. C'est pourquoi il m'est très difficile de revoir mon point de vue.*

Par ailleurs, au cours de la législature précédente, on avait promis la constitution du Fonds et son financement grâce aux plus-values sur les accises. Apparemment, cela n'a pas été le cas. Le Fonds serait aussi cofinancé par les cigarettiers. Je le déplore au plus haut point car de cette manière, on continue à dépendre des soi-disant cadeaux de l'industrie du tabac. Je voudrais donc demander au ministre comment le Fonds est constitué exactement, quel est son mode de financement et quand il entamera ses travaux.

La publicité pour le tabac influence bel et bien la consommation. Il serait en effet absurde qu'une grande industrie investisse de l'argent à fonds perdus. La Formule 1 ne joue pas ici un rôle marginal : un tiers des moyens destinés à la publicité pour le tabac va à la Formule 1.

Si nous votons aujourd'hui en faveur d'une dérogation à notre loi interdisant la publicité pour le tabac, nous diminuerons son influence d'un tiers.

En 1969, M. Morris a déclaré que pour un débutant, la cigarette est un acte symbolique par lequel le jeune donne le signal qu'il est sorti des jupes de sa mère. Lorsque la puissance du symbole commence à s'affaiblir, l'effet pharmacologique de la nicotine, l'effet d'accoutumance, prend le dessus.

À cet égard, le commissaire européen Byrne a déclaré que les multinationales du tabac visaient nos enfants pour en faire de

doodsoorzaken is. Tabaksreclame heeft tot doel de verkoop van tabak te doen toenemen. Blijkbaar begrijpen sommige mensen dat niet zo goed. Reclame is niet alleen bedoeld mensen ertoe aan te zetten een ander merk te kopen, zoals hier vroeger al door de heer Van Quickenborne werd gezegd. Reclame zet mensen er inderdaad toe aan te roken. Zeker jonge mensen zijn erg gevoelig voor reclame. Dat wordt bewezen door cijfers en door degelijk onderzoek. Het is nonsens te beweren dat dat niet zo is.

De oprichting van een Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik is volgens mij een pleister op de wonde. Het Fonds zou erg nuttig kunnen zijn als het doel kan worden bereikt. Het Fonds is echter een federale bevoegdheid, terwijl preventie een gemeenschapsmaterie is. Er zal overleg moeten worden gepleegd tussen de gemeenschappen en dat is wel vaker een probleem. Bovendien zou in het Fonds nog geen enkele storting gebeurd zijn en dat zal in de loop van het volgende jaar evenmin gebeuren. De programmawet leert ons immers dat er op het ogenblik veel wordt uitgesteld: de ecoboni, inderdaad een groen dossier. Ook het alimentatiefonds wordt uitgesteld, terwijl mevrouw Moerman, die geen groene is, toch een grote voortrekker is van het alimentatiefonds. Het zal dus afwachten zijn of het Fonds ter bestrijding van het tabaksgebruik ooit de middelen zal hebben om te functioneren.

Mijn houding blijft even consequent als in de vorige legislatuur: neen aan tabak, neen aan tabaksreclame, maar wel ja aan volksgezondheid.

De heer Patrik Vankrunkelsven (VLD). – Ik heb tijdens de vorige zitting erg gefulmineerd tegen een mogelijke herziening van de wetgeving op tabaksreclame. Ik kan dan ook heel moeilijk mijn mening herzien. Ik zal dan ook enige argumenten aanhalen die ik de vorige keer ook heb aangehaald.

Ik heb ook nog een vraag aan minister Demotte over het Fonds. Ook tijdens de vorige zittingsperiode is hier beloofd dat het Fonds bestond en zou worden gefinancierd met de meeropbrengsten van de accijnen. Blijkbaar was dat niet het geval. Het Fonds zou ook gedeeltelijk rechtstreeks door de tabaksindustrie worden gestijfd. Dat betreurt ik ten zeerste, want op die manier blijft men afhankelijk van de zogenaamde giften van de tabaksindustrie. Ik wil de minister dan ook vragen hoe dat Fonds juist in elkaar zit, hoe het wordt gefinancierd en wanneer het van start gaat. Ik hoop daar vandaag een antwoord op te krijgen.

Tabaksreclame heeft wel degelijk invloed op de consumptie. Het zou absurd zijn dat een grote industrie geld investeert in iets dat uiteindelijk niet werkt. Het is ook niet waar dat de Formule 1 marginaal is in deze reclame, want één derde van de middelen voor tabaksreclame gaat naar de Formule 1.

Als we vandaag instemmen met een afwijking op onze wet tegen tabaksreclame verminderen we haar invloed met één derde.

Ik wil hier vandaag iets voorlezen dat de heer Morris zelf in 1969 heeft gezegd: "Voor een beginner is een sigaret een symbolische daad, waarmee de jongere het signaal geeft dat hij niet langer moeders kindje is: ik ben tof, sterk, een avonturier, ik ben niet meer bang." Morris zegt dan verder: "Als de kracht van het symbool begint af te zwakken, zal het

nouveaux esclaves destinés à remplacer ceux qu'ils avaient tués.

Toutes ces raisons font que je ne peux pas changer d'avis aujourd'hui. Pour conclure, je voudrais souligner que M. Ecclestone, devant lequel nous voulons tous nous plier, n'est pas vraiment un brave type. Voici quelques années, il a déclaré que les pays et les grandes entreprises devraient être dirigés par un seul homme étant donné que les réunions, les discussions et les atermoiements faisaient obstacle au progrès. Pour lui, bon nombre de pays s'en tireraient mieux avec un dictateur honnête. À la question du journaliste qui lui demandait s'il connaissait beaucoup de dictateurs honnêtes, il a répondu que si la corruption se limitait à l'argent, cela n'était pas si grave.

Je voudrais dire à mes amis francophones que si une course de Formule 1 devait encore avoir lieu à Francorchamps, ce dont je doute parce que cela dépend entièrement d'Ecclestone, nous ne boirons pas de la Jupiler mais de la Foster's et pas de Spa mais du Perrier.

M. Jean-Marie Happart (PS). – Cette témérité que d'aucuns m'ont reconnue finira bien par porter ses fruits !

Je remercie d'avance ceux qui voteront tout à l'heure en faveur de la proposition de loi que j'ai déposée et qui a été contresignée par plusieurs partis, non seulement de la majorité mais également de l'opposition.

À tous ceux qui s'étonnent de l'absence d'un fonds de lutte contre le tabagisme, je signale que s'ils avaient approuvé ma première proposition, ce fonds existerait et fonctionnerait. Il faut savoir ce que l'on veut : pour que le Fonds soit créé, il faut d'abord voter la proposition !

Ensuite, monsieur Schouuppe, vous nous avez donné quelques leçons que, pour ma part, je retiendrai. Nul doute que le moment venu, lorsque nous discuterons de la mobilité, de la SNCB et de son état de santé, par exemple, en commission des Finances et des Affaires économiques, nous aurons à nouveau l'occasion d'apprécier pleinement vos leçons !

Pour le reste, tout a été dit, d'un côté comme de l'autre. Je ne reprendrai pas les arguments en faveur de ma proposition : chacun les connaît par cœur pour autant qu'il les ait écoutés. Il ne s'agit pas d'une « proposition Francorchamps », comme on l'a dit à plusieurs reprises, mais d'une proposition visant à permettre la publicité pour l'encadrement d'activités à portée mondiale : non seulement Francorchamps, mais aussi Zolder et quantité d'autres.

Je termine en remerciant encore tous ceux qui permettront enfin de procéder à cette modification de la loi.

M. Rudy Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique. – Nous traitons ici d'une dérogation limitée à l'interdiction de la publicité pour le tabac. Cette dérogation concerne seulement les manifestations organisées au niveau mondial et, ce jusqu'au 31 juillet 2005. Compte tenu du caractère très limité de cette dérogation et étant donné que de la publicité pour le tabac nous parvient via la télévision à l'occasion de grands prix étrangers, on peut difficilement

farmacologische effect van de nicotine, het verslavende effect, de gewoonte overnemen en onderhouden.” Dat zijn de woorden van Morris in 1969. In dit verband zei Europees commissaris Byrne: “De tabakmultinationals viseren onze kinderen om nieuwe verslaafden te creëren ter vervanging van degenen die ze gedood hebben”.

Om al deze redenen kan ik vandaag niet van mening veranderen. Als besluit wil ik erop wijzen dat de heer Ecclestone, voor wie wij allen een knieval willen doen, niet zomaar een brave jongen is. In een interview met *L'Equipe* zei hij een aantal jaren geleden: “Landen en grote ondernemingen zouden door één man moeten worden geleid. Vergaderingen, discussies en eindeloos getreuzel hinderen de vooruitgang. Zo belandt men in onduidelijke situaties ... Daarom zeg ik dikwijls dat heel wat landen beter af zouden zijn met een eerlijke dictator.” Op de vraag van de journalist of hij veel eerlijke dictators kende, was zijn antwoord: “Als corruptie beperkt blijft tot geld, is dat niet zo erg”.

Ik wil onze Franstalige vrienden erop wijzen dat als er nog eenmaal een Formule 1-race in Francorchamps wordt gereden, wat ik betwijfel, omdat dit volledig van Ecclestone afhangt, we er geen Jupiler zullen drinken, maar Foster's en geen Spa, maar Perrier.

De heer Jean-Marie Happart (PS). – Sommigen noemen mij onversaagd, maar dat zal zeker vruchten afwerpen!

Ik dank degenen die voor het wetsvoorstel zullen stemmen dat ik heb ingediend, maar dat door verschillende partijen uit meerderheid en oppositie medeondertekend werd.

Sommigen hekelden het ontbreken van een antitabaksfonds. Hadden zij mijn vorig voorstel goedgekeurd, dan bestond het fonds nu al.

De heer Schouuppe heeft ons een aantal lessen voorgehouden die ik goed zal onthouden. Ongetwijfeld zullen we nog de kans krijgen om zijn lessen naar waarde te schatten bij de besprekking van de mobiliteit en van de financiële toestand van de NMBS.

Voor het overige is alles al gezegd, zowel door de voor- als de tegenstanders. Ik moet de argumenten hier niet herhalen. Het voorstel beperkt zich niet tot Francorchamps, maar heeft betrekking op alle evenementen op wereldniveau, ook in Zolder en elders.

Nogmaals, ik dank iedereen die deze wetswijziging mogelijk zal maken.

De heer Rudy Demotte, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid. – Zoals ik al in de commissie zei, hebben we het hier over een beperkte afwijking op het reclameverbod voor tabaksproducten. Deze afwijking betreft enkel manifestaties die op wereldvlak georganiseerd worden en dit tot 31 juli 2005. Rekening houdend met het zeer beperkte karakter van deze uitzondering en gezien het feit dat we hier verder geconfronteerd blijven met de reclame die gevoerd

prétendre que la santé publique de nos concitoyens soit en péril. En tant que ministre de la Santé publique, je peux en outre ajouter que je considère la lutte contre l'assuétude au tabac comme prioritaire.

Je suis originaire de la région située entre Lessines, Grammont et Renaix, appelée parfois région du surréalisme, mais, dans ce débat, j'ai tout de même été frappé par certaines déclarations paradoxales. Pour le Vlaams Blok, la loi de 1997 n'était pas efficace. A la Chambre, j'ai entendu dire que certains refusent d'amender la loi car ils pensent que la motivation est communautaire.

Il faudrait aller jusqu'au bout du raisonnement et s'interroger sur le point de savoir s'il s'agit, oui ou non, d'un problème de santé publique.

Je suis honnête et l'on ne me prendra jamais en défaut de manque d'honnêteté.

Il s'agit de tracer une ligne qui, partant de la santé publique, tienne compte des éléments extérieurs, de l'économie, notamment. La question sur la Région touchée est certes importante mais est-ce seulement cette Région-là, avec un cordon sanitaire, et aucune autre ? Je ne le crois pas.

À la Chambre, le Vlaams Blok a défendu un amendement qui portait sur l'obligation d'apposer sur 50% des paquets de cigarettes une espèce de faire-part bordé de noir, avec la mention : « Le tabac tue ». M. Van den Eynde a, néanmoins, précisé que cet amendement était purement subversif.

Je n'écarte pas ces réflexions du revers de la main, en particulier quant à la façon d'attirer l'attention des consommateurs sur les dangers du tabac. Toutefois, chacun s'accorde à dire que le débat est aujourd'hui tout autre.

Je ne me sens pas concerné par le débat communautaire.

J'ai également le sentiment que nous avons ici affaire à un sophisme. Beaucoup des propos tenus ici sont insensés et déraisonnables.

Ce qui m'intéresse, c'est le raisonnement en matière de santé et d'économie.

Souvent, santé et économie sont contradictoires. D'ailleurs, laissez-moi pousser l'absurde jusqu'au bout. Il faudrait inscrire sur les voitures de course « La vitesse nuit à la santé ». Nous sommes sur une ligne de démarcation extrêmement complexe, qui nécessitera encore des compromis, mais l'objectif final est d'améliorer de façon constante la protection des gens, tout en tenant compte des réalités de leur existence.

J'en arrive enfin à la question de la création d'un fonds, création évoquée par certains membres.

MM. Schouppe et Vankrunkelsven ont parlé du Fonds de prévention. Je confirme qu'aucun crédit n'a encore été alloué au Fonds. Les pouvoirs publics doivent alimenter le Fonds. Pour ce qui concerne le secteur privé, il faut en effet faire preuve de la circonspection nécessaire.

Ce point doit encore être négocié avec les régions et communautés. Je pense que le Fonds pourra être alimenté au

wordt op buitenlandse Grote Prijzen die via de televisie worden uitgezonden, kan men moeilijk beweren dat de volksgezondheid van onze medeburgers hierdoor geschaad kan worden. Bovendien kan ik hier als minister van Volksgezondheid aan toevoegen dat ik de strijd tegen tabaksverslaving prioritair acht.

Ik kom uit de streek tussen Lessen, Geraardsbergen en Ronse, die wel eens de streek van het surrealisme wordt genoemd, maar in dit debat werd ik toch door een aantal paradoxale uitspraken getroffen. Vanuit het Vlaams Blok hoorde ik de kritiek dat de wet van 1997 niet efficiënt was. In het Kamerdebat hoorde ik dan zeggen dat men de wet vandaag niet wil amenderen omdat men ervan uitgaat dat dit om communautaire redenen gebeurt.

Men moet evenwel de redenering doortrekken: gaat het hier al dan niet om een probleem van volksgezondheid?

Men zal mij nooit op een gebrek aan eerlijkheid hierover kunnen betrappen.

Het gaat erom, uitgaand van de volksgezondheid, een weg te bewandelen die rekening houdt met andere factoren, zoals de economie. Voor het getroffen gewest is dit een belangrijke zaak, maar gaat het enkel om dat gewest, met uitsluiting van de andere? Dat denk ik niet.

In de Kamer verdedigde het Vlaams Blok een amendement over de verplichting om op sigarettenpakjes een waarschuwing met zwarte rand te plaatsen dat 'Tabak doodt'. De heer Van den Eynde maakte evenwel duidelijk dat het om een louter subversief amendement ging.

Ik wuif dergelijke overwegingen niet weg, zeker niet als het doel erin bestaat de verbruiker te wijzen op het gevaar van tabaksgebruik. Iedereen is het erover eens dat het debat van vandaag daar niet over gaat.

Ik ga niet in op de bewering dat het een communautair debat is.

Ik heb ook het gevoel dat we hier bezig zijn met wat men filosofisch als een sofisme zou kunnen omschrijven. Veel van wat hier wordt gezegd, is zinloos en onredelijk.

Wat mij wel bezighoudt, is de verhouding tussen volksgezondheid en economie.

Vaak zijn die twee zaken met elkaar in strijd. Immers, als men de logica tot in het absurde zou doortrekken, moet men op de racewagens vermelden: 'snelheid schaadt de gezondheid'. De grens die we moeten trekken is heel dun, daarover zullen nog meer compromissen moeten gevonden worden, maar het uiteindelijke doel is een reële verbetering van de bescherming van de mensen.

Ik kom nu tot de vragen over de oprichting van het fonds.

De heren Schouppe en Vankrunkelsven hadden het over het Preventiefonds. Ik bevestig wat ik in de commissie heb gezegd, namelijk dat er tot nog toe geen krediet is toegekend aan dit fonds. De overheid moet het fonds van middelen voorzien. Wat de particuliere sector betreft, moet immers de nodige omzichtigheid aan de dag worden gelegd.

Er moet hierover nog worden onderhandeld met de gewesten

début de 2004.

– La discussion générale est close.

Discussion des articles

- Les articles 1^{er} à 3 sont adoptés sans observation.
- Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble de la proposition de loi.

Projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (Doc. 3-89)

Discussion générale

M. Paul Wille (VLD), rapporteur. – La commission des Affaires institutionnelles du Sénat a examiné le présent projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'exposé introductif du vice-premier ministre Michel précisait pourquoi le gouvernement a décidé de transférer aux régions les compétences concernant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et au maintien de l'ordre, ainsi que de la technologie y afférente, et enfin des technologies à double usage. Le vice-premier ministre s'est référé à l'arrêté royal du 8 mars 1993, modifié par l'arrêté royal du 2 avril 2003 et, pour les produits à double usage, au règlement numéro 1334/2000 du Conseil de l'Union européenne du 22 juin 2000, modifié par diverses dispositions ultérieures.

Notre collègue Van den Brande a situé le projet dans le cadre de la création du forum et critiqué la rapidité avec laquelle le projet a été traité. Il a estimé que la discussion devait être élargie et a déposé plusieurs amendements dans ce sens.

MM. Van Hauthem, Moureaux et Guilbert ont adopté des positions divergentes à cet égard. Certaines remarques de l'avis du Conseil d'État ont aussi été évoquées.

M. Brotcorne et Mme de Bethune s'étonnent de la nouvelle initiative, prise peu de temps après la publication au *Moniteur Belge*, le 7 juillet 2003, de la loi datée du 26 mars 2003. Le groupe CD&V dépose plusieurs amendements concernant la répartition des compétences en tant que telles.

Mme Crombé intervient en faveur du projet de loi spéciale, qui a le mérite d'augmenter la cohérence sur le plan institutionnel et qui ramènera la sérénité dans les débats à l'échelon fédéral ; il ne causera aucun préjudice aux citoyens et rendra plus clair le partage des compétences entre l'État fédéral et les entités fédérées.

Le vice-premier ministre Michel répond en détail aux questions posées ; il précise le devoir qu'ont les Régions de respecter les règles internationales, notamment le Code de conduite de l'Union européenne et la liste de biens et de technologies à contrôler, fixées par cette même Union.

en communautés. Ik verwacht dat het fonds begin 2004 gespeisd zal kunnen worden.

– De algemene bespreking is gesloten.

Artikelsgewijze bespreking

- De artikelen 1 tot 3 worden zonder opmerking aangenomen.
- Over het wetsvoorstel in zijn geheel wordt later gestemd.

Ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen (Stuk 3-89)

Algemene bespreking

De heer Paul Wille (VLD), rapporteur. – De commissie voor de Institutionele Aangelegenheden van de Senaat heeft het voorliggende ontwerp van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen in twee vergaderingen behandeld.

De inleidende uiteenzetting door vice-eerste minister Michel verduidelijkte waarom de regering ertoe besloten heeft de bevoegdheid over te dragen inzake de in-, uit- en doorvoer vergunningen voor wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik en voor ordehandhaving dienstig materieel en de daarvan verbonden technologie en ten slotte voor producten van tweedehands gebruik. Hij verwees naar het KB van 8 maart 1993, gewijzigd door het KB van 2 april 2003 en, wat de producten van tweedehands gebruik betreft, naar de verordening 1334/2000 van de Raad van de EU van 22 juni, gewijzigd door diverse latere bepalingen.

Collega Van den Brande situeerde het ontwerp ten overstaan van het aangekondigde forum en had kritiek op de snelheid waarmee dit ontwerp wordt behandeld. Hij was van mening dat het ontwerp ruimer moet worden besproken en diende daartoe een aantal amendementen in. Collega's Van Hauthem, Moureaux en Guilbert namen hieromtrent uiteenlopende houdingen aan. Tevens werd verwezen naar een aantal opmerkingen in het advies van de Raad van State.

De heer Brotcorne en mevrouw de Bethune zijn verbaasd over het nieuwe initiatief, genomen kort na de bekendmaking van de wet van 26 maart 2003 in het Belgisch Staatsblad op 7 juli 2003. De CD&V-fractie dient verschillende amendementen in betreffende de bevoegdheidsverdeling als dusdanig.

Mevrouw Crombé spreekt zich uit ten gunste van het ontwerp van bijzondere wet, dat de verdienste heeft de coherentie op institutioneel gebied te verhogen, zodat de debatten op federaal niveau opnieuw serene kunnen verlopen. Het ontwerp zal de burgers geen schade berokkenen en zal de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale Staat en de deelgebieden duidelijker maken.

Vice-eerste minister Michel antwoordt in detail op de gestelde vragen. Hij preciseert dat de gewesten de plicht hebben de internationale regels na te leven, inzonderheid de gedragscode van de Europese Unie en de te controleren lijst van goederen en technologieën, die door de Unie is

La discussion des articles a commencé par un exposé détaillé sur la recevabilité. Plusieurs amendements de Mme de Bethune et de M. Van den Brande visaient en effet à soumettre à révision le titre IV de la Constitution et proposaient de modifier le Code électoral.

Les amendements de M. Van den Brande tendent à régionaliser d'autres matières en modifiant la loi spéciale du 8 août 1980. Sur la base de l'article 59.1, alinéa 2, dernière phrase, et de l'article 56.2 du règlement du Sénat, le président de la commission a déclaré ces amendements irrecevables. Une discussion plus approfondie n'a pas permis de recueillir un consensus. Le président a décidé en conséquence que seuls les amendements 10 à 14 de M. Van den Brande et consorts étaient recevables. M. Van den Brande a demandé de prendre acte de son désaccord sur ce point.

S'ensuivit la discussion des articles et des amendements. L'article premier fut approuvé sans discussion par 11 voix et 3 abstentions.

En ce qui concerne l'article 2, plusieurs collègues sont intervenus sur le Code de conduite de l'Union européenne et sur l'applicabilité de ses principes aux Régions après le transfert de compétences.

Le vice-premier ministre constate qu'il existe une certaine confusion entre le Code de conduite européen, qui n'est pas contraignant, et les principes et critères dudit code, rendus contraignants à la suite des modifications apportées, en mars 2003, à la loi du 5 août 1991, et qu'il faudrait plutôt renvoyer au respect des principes et des critères du Code de conduite européen, qui sont *de facto* contraignants pour les Régions concernées, aussi longtemps qu'elles ne modifient pas la loi du 5 août 1991.

À la fin de ce que j'estime être du bon travail parlementaire, M. Brotcorne retire son premier amendement et le remplace par un nouvel amendement – numéro 9 – visant à compléter l'article 6, paragraphe 1^{er}, VI, premier alinéa, 4^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles proposé par les mots « et dans le respect des critères définis par le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements ». Il est approuvé par treize voix et quatre abstentions.

Les autres amendements sont rejetés par douze voix contre quatre. L'article 2 ainsi amendé est adopté par douze voix contre quatre et une abstention.

La commission a décidé de corriger le texte de l'article 3 en insérant les mots « devant servir spécialement » entre les mots « et de matériel » et les mots « à un usage militaire ». D'autres amendements visant à supprimer cet article ou à créer une commission d'éthique ont été rejettés par 12 voix contre 4. L'article a été adopté par 12 voix contre 4 et 1 abstention.

Les amendements tendant à insérer de nouveaux articles ont tous été rejetés. Le projet de loi spéciale amendé et corrigé a été adopté par 12 voix contre 4 et 1 abstention.

Lors de la lecture de rapport, plusieurs sénateurs ont insisté

vastgelegd.

De artikelsgewijze besprekking begon met een ruime uiteenzetting over de ontvankelijkheid. Enkele amendementen van mevrouw de Bethune en de heer Van den Brande beoogden immers titel IV van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren en stelden een wijziging van het Kieswetboek voor.

De amendementen van de heer Van den Brande strekken ertoe om via een wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ook andere aangelegenheden te regionaliseren. Op basis van artikel 59.1, tweede lid, laatste zin, en van artikel 56.2 van het Reglement van de Senaat verklaarde de commissievoorzitter deze amendementen onontvankelijk. Ook na verdere discussie werd hierover geen consensus bereikt. De voorzitter besloot dan alleen de amendementen 10 tot 14 van de heer Van den Brande en consorten ontvankelijk te verklaren. Collega Van den Brande liet akteren dat hij hiermee niet eens was.

Vervolgens werd overgegaan tot de discussie over de artikelen en de amendementen. Artikel 1 werd zonder discussie aangenomen met 11 stemmen bij 3 onthoudingen.

Bij artikel 2 vroegen verschillende collega's zich af of de principes van de gedragscode van de Europese Unie na de overdracht van de bevoegdheden wel toepasbaar zijn op de gewesten.

De vice-eerste minister stelt vast dat er een zekere verwarring bestaat tussen de Europese gedragscode, die niet bindend is, en de principes en de criteria van deze code, die sedert de wijziging van de wet van 5 augustus 1991 in maart 2003 wel bindend zijn. Men zou dus eerder moeten verwijzen naar de eerbiediging van de principes en de criteria van voornoemde Europese Code, die de facto bindend zijn voor de betrokken gewesten, zolang zij de wet van 5 augustus 1991 niet wijzigen.

Tot besluit van wat ik goed parlementair werk vind, heeft de heer Brotcorne zijn eerste amendement ingetrokken en vervangen door een nieuw amendement 9, dat ertoe strekt artikel 6, eerste paragraaf, VI, eerste lid, 4^o van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan te vullen als volgt: "met naleving van de criteria vastgesteld in de gedragscode van de Europese Unie op het stuk van de uitvoer van wapens." Dit amendement wordt aangenomen met 13 stemmen bij 4 onthoudingen.

De andere amendementen worden verworpen met 12 tegen 4 stemmen. Het aldus geamendeerde artikel 2 wordt aangenomen met 12 tegen 4 stemmen bij één onthouding.

De commissie besloot om in artikel 3 een tekstcorrectie aan te brengen door tussen de woorden “et de matériel” en “à un usage militaire” de woorden “devant servir spécialement” in te voegen. Andere amendementen tot schrapping van dit artikel en tot instelling van een ethische commissie werden verworpen met 12 stemmen tegen 4. Het artikel werd met 12 stemmen tegen 4 en bij 1 onthouding aangenomen.

De amendementen die de invoeging van nieuwe artikelen beoogden, werden allemaal verworpen. Het ontwerp van bijzondere wet werd na amending en correctie aanvaard met 12 stemmen tegen 4 bij 1 onthouding.

pour que l'on explicite les remarques de deux collègues.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – *Au fil des ans, nos collègues du VLD ont fidèlement maintenu leur ligne de conduite. Je me souviens des interviews de février 1998 où M. Verhofstadt déclarait vouloir abandonner l'État fédéral et être favorable à un transfert total vers les entités fédérées. Compte tenu de ces paroles irréfléchies, on peut se réjouir qu'il y ait encore des gens équilibrés pour faire des propositions raisonnables sur l'attribution de responsabilités et de compétences aux différents niveaux de pouvoir.*

Le ministre Michel a fait ce que le gouvernement précédent n'avait pu faire, à savoir agir rapidement et efficacement. Après en avoir beaucoup parlé pendant quatre ans, le ministre est passé à l'action. Contrairement aux accords conclus, le comité de concertation devient la nouvelle base de dialogue entre les communautés. Comme je l'ai dit en commission, le prescrit légal comprend maintenant un nouvel élément important : le comité de concertation se réunira tous les mois. La grande percée que voilà ! Le ministre a également annoncé un forum et les ministres-présidents entameront la concertation le 3 septembre. Notre groupe s'interroge fortement sur l'approche du gouvernement et, à cet égard, je me réfère aussi à mon exposé sur la déclaration du gouvernement. Cependant, au moment où le ministre annonce un forum pour résoudre les gros problèmes entre les deux communautés – moyen contestable, mais à chaque période ses méthodes ! –, il anticipe et retire un morceau du menu ! Pourquoi n'a-t-on pas attendu le forum pour organiser la régionalisation des exportations d'armes ? Selon les récentes déclarations du ministre, c'est parce qu'un accord avait immédiatement été trouvé à ce sujet entre les partis qui participaient aux négociations gouvernementales. C'est surprenant ! Je peux parfaitement comprendre ce genre de chose de la part des groupes francophones, mais pas de la part de M. Dewael qui, utilisant la méthode Houdini, passe d'un coffre à un autre sans que le public sache exactement comment il a opéré ce tour de magie !

Tous les groupes flamands avaient prononcé des serments solennels et étaient liés par les résolutions du Parlement flamand. Ils étaient de plus en plus convaincus qu'il valait mieux transférer certaines compétences aux entités fédérées et que les responsabilités devaient partir de la base. C'est la démocratie citoyenne, mais au niveau d'une communauté. Monsieur Lionel Vandenberghe, je me souviens parfaitement quand vous avez dit qu'il était nécessaire que nous prenions nos propres responsabilités. Honnêtement, entre nous, le projet que nous discutons aujourd'hui ne peut quand même pas emporter votre adhésion ?

Lors de l'élaboration des résolutions au Parlement flamand, il y avait, sauf en ce qui concerne la question du financement des soins de santé, unanimité pour réaliser d'importantes étapes de la réforme de l'État. Les socialistes flamands avec lesquels nous formions une coalition ont aujourd'hui oublié les accords passés à l'époque.

En ce qui concerne le VLD, il est étrange de constater que ceux qui voulaient laisser tomber l'État fédéral ont renversé la vapeur. Forts de leur expérience à maintenir une coalition, ils ont estimé que les principes, les engagements, la parole

Bij de lezing van het verslag hebben enkele senatoren verder aangedrongen op een verdere explicitering van de opmerkingen van twee collega's.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Onze collega's van de VLD hebben doorheen de jaren standvastig altijd dezelfde lijn aangehouden. Ik herinner me de interviews van februari 1998 waarin de heer Verhofstadt uit de staat trad. Hij verklaarde toen dat alles moest worden veranderd en alles aan de deelstaten moest worden toegewezen. Onbezonnen praat van de heer Verhofstadt was dat en het is dus goed dat er nog evenwichtige mensen zijn die redelijke voorstellen doen over het toewijzen van verantwoordelijkheden en bevoegdheden aan de verschillende bevoegdheidsniveaus.

Ik wil kort enkele zaken op een rijtje zetten en daarna zal ook collega de Bethune spreken. Minister Michel heeft gedaan wat de vorige regering niet kon: snel en efficiënt optreden. Vier jaar lang werd daarover wel gesproken, maar nu heeft de minister het gedaan. Tegen de gemaakte afspraken wordt het Overlegcomité de nieuwe basis van dialoog tussen de gemeenschappen. Zoals ik al in de commissie zei, wordt wat de wet voorschrijft, nu als een belangrijk nieuw element naar voren geschoven: het Overlegcomité zal elke maand vergaderen. Dat is de grote doorbraak! De minister heeft ook een forum aangekondigd en de ministers-presidenten zullen het overleg starten op 3 september. Onze fractie heeft grote vragen bij die aanpak van de regering en ik verwijst hiervoor ook naar mijn uiteenzetting over de regeringsverklaring. Op het ogenblik echter dat de minister een forum aankondigt om de grote problemen, conflicten, fricties tussen de twee gemeenschappen op te lossen – een betwistbaar middel, maar elke periode heeft zo haar methodes – anticipiert hij en haalt hij uit het koud buffet – een echte feestmaaltijd is het niet – dat zo mooi op tafel werd geëtaleerd, een stuk weg. Waarom werd niet gewacht op het forum om de regionalisering van de wapenexport te regelen? Volgens de recente verklaringen van de minister komt dat omdat daarover onmiddellijk een akkoord was tussen alle partijen die aan de regeringsonderhandelingen deelnamen. Dat klinkt verrassend. Van de Franstalige fracties kan ik dat heel goed begrijpen, maar niet van iemand als de heer Dewael, die volgens de methode-Houdini van de ene kist naar de ander wordt verset zonder dat het publiek goed weet hoe hij wordt weggegooid.

Alle Vlaamse fracties hadden dure eden gezworen en waren verbonden door de resoluties van het Vlaams Parlement. Het inzicht was gegroeid dat bepaalde bevoegdheden beter naar de deelstaten zouden gaan en dat de verantwoordelijkheden van onderuit moesten worden opgebouwd. Dat is eigenlijk de burgerdemocratie, maar dan op het niveau van een gemeenschap. Mijnheer Lionel Vandenberghe, ik herinner me levendig de momenten waarop u, uitwaaiend over de vlakte, zei dat het nodig was zelf verantwoordelijkheid te dragen voor bepaalde zaken. Zeg nu eens eerlijk – dat kunnen we hier onder mekaar rustig doen – wat we nu bespreken, kan toch uw goedkeuring niet wegdragen?

Bij de totstandkoming van de resoluties in het Vlaams Parlement was er, behoudens de financiering van de gezondheidszorg, unanimitet tussen alle Vlaamse fracties om belangrijke stappen te zetten in de staatshervorming. De Vlaamse socialisten met wie we samen een coalitie vormden,

donnée, n’avaient plus d’importance. Le mensonge règne sur ce que nous avions construit en commun en vue d’une meilleure organisation de l’État, fondée sur le réalisme et la responsabilité.

Monsieur le ministre, vous êtes un homme étonnant. En tant qu’Européen convaincu, vous êtes un grand partisan de la Convention et vous renoncez à la Conférence intergouvernementale pour arriver à des décisions. En Belgique, vous suivez tout simplement la voie d’une Conférence intergouvernementale belge et vous confiez au seul pouvoir exécutif le soin de prendre des décisions dans le cadre du comité de concertation et du forum.

M. Hugo Coveliers (VLD). – Monsieur Van den Brande, vous supposez apparemment que seul le pouvoir exécutif sera représenté dans le forum.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – Lisez l'accord de gouvernement.

M. Hugo Coveliers (VLD). – Cela n'y figure pas.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – Trois choses figurent dans l'accord de gouvernement : le comité de concertation est l'instance qui sera chargée du dialogue. Par extension, un forum sera créé dans le cadre du comité de concertation.

M. Philippe Mahoux (PS). – Permettez-moi d'intervenir dans une discussion à laquelle nous ne semblons pas conviés. J'ai l'impression en effet que vous vous adressez de manière exclusive à une partie de l'assemblée.

M. Luc Van den Brande (CD&V). – Non, non !

M. Philippe Mahoux (PS). – Si j'ai bien lu, il existe tout de même une certaine nuance entre la concertation et le forum. Et puisque vous établissez une comparaison à l'échelon européen, je dirai que le forum ressemble à une démarche de type « convention » tandis que les structures de concertation à ce que vous qualifiez « d'intergouvernemental ».

M. Luc Van den Brande (CD&V). – Monsieur Mahoux, je vois que vous êtes impatient de voter le plus vite possible la régionalisation des exportations d'armes. Il va de soi que ce débat intéresse tous les groupes.

Selon l'accord de gouvernement, le comité de concertation est l'instance chargée de régler les problèmes. Ce comité se réunira tous les mois comme convenu lors de l'élaboration de la loi de 1995. L'accord de gouvernement prévoit par ailleurs la création d'un forum dans le cadre du comité de concertation. En outre, une version antérieure de deux jours au texte définitif de l'accord de gouvernement précise que ce forum sera « complété par les présidents », ce dont il n'est plus question dans le texte définitif. Manifestement, le gouvernement n'aime pas les curieux !

M. Hugo Vandenberghe (CD&V). – De quels présidents s'agissait-il ? Ceux de la Chambre et du Sénat ?

M. Luc Van den Brande (CD&V). – Peut-être. Cette fois,

zijn hun afspraken van toen vandaag vergeten.

Bij de VLD is het merkwaardig dat degenen die uit de staat wilden treden, herintreders zijn geworden. Gelouterd door hun ervaringen om een coalitie bij elkaar te houden, hebben ze nu gedacht dat voor hen principes, engagementen, het gegeven woord niet meer van belang waren. De leugen regeert op het vlak van wat we gemeenschappelijk hadden opgezet om te komen tot een realistische, een verantwoorde en een betere ordening van de staat.

Mijnheer de minister, u bent een wonder man. Als overtuigd Europeaan bent u groot voorstander van de Conventie en doet u afstand van de Intergouvernementele Conferentie om tot besluiten te komen. In België gaat u gewoon de weg op van een intergouvernementele Belgische conferentie en laat u het uitsluitend aan de uitvoerende macht over om, in het kader van het overlegcomité en het forum, beslissingen te nemen.

De heer Hugo Coveliers (VLD). – Mijnheer Van den Brande, u veronderstelt blijkbaar dat in het forum alleen de uitvoerende macht zal vertegenwoordigd zijn.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Lees het regeerakkoord.

De heer Hugo Coveliers (VLD). – Dat staat er niet in.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – In het regeerakkoord staan drie zaken: het overlegcomité is dé instantie waar de dialoog zal plaatsvinden. Bij uitbreiding zal een forum opgericht worden in het kader van het overlegcomité.

De heer Philippe Mahoux (PS). – Mag ik zo vrij zijn het woord te nemen in een discussie waarvoor wij blijkbaar niet zijn uitgenodigd. Ik heb immers de indruk dat u zich uitsluitend tot een bepaald deel van de assemblee richt.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Nee, neen !

De heer Philippe Mahoux (PS). – Als ik goed gelezen heb, is er toch een nuanceverschil tussen het overleg en het forum. Nu u toch de vergelijking maakt met Europa, zie ik in het forum iets als de ‘Conventie’, maar in de overlegstructuren iets wat u als ‘intergouvernementeel’ bestempelt.

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Mijnheer Mahoux, ik zie dat ongeduld u drijft om zo snel mogelijk de regionalisering van de wapenexport goed te keuren. Uiteraard belangt dit debat alle fracties aan.

Volgens het regeerakkoord wordt het overlegcomité de instantie waar de problemen een oplossing krijgen. Het overlegcomité zal elke maand samenkommen, zoals al was overeengekomen bij de totstandkoming van de wet van 1995. Nog volgens het regeerakkoord zal in het kader van het overlegcomité een forum worden opgericht. In een tekst van twee dagen vóór het definitieve regeerakkoord stond bovendien vermeld dat dat forum zou worden “aangevuld door de voorzitters”. Die woorden staan niet meer in de definitieve tekst. De regering had het blijkbaar zelfs wat moeilijk met potenkijkers.

De heer Hugo Vandenberghe (CD&V). – Om welke voorzitters ging het? De voorzitters van de Kamer en Senaat?

De heer Luc Van den Brande (CD&V). – Dat zou een

nous ne sommes plus en présence de la junte des présidents de partis, mais de la junte de quelques ministres influents. Ce projet montre clairement que l'on ne tient pas compte de l'aspiration légitime à une meilleure gestion, une gestion partant de la base et non centralisatrice.

En commission, j'ai cité l'exemple de l'Europe, où l'on a compris que prendre les mêmes mesures partout n'a aucun sens, mais qu'il fallait créer un cadre local pour que la politique soit efficace. Cela vaut également pour la politique de l'emploi.

Et cela vous concerne assurément, monsieur Mahoux.

Selon certaines études, le transfert intégral de la compétence de l'emploi aux Régions flamande et wallonne débouchera sur une diminution du nombre de chômeurs wallons de l'ordre de 80.000 unités. L'approbation de ce projet, qui soulève encore de nombreuses questions, mérite donc une réflexion approfondie. Nous nous interrogeons sur la cohérence de ce projet.

Aucune suite n'a été donnée à l'avis du Conseil d'État recommandant de procéder à une adaptation approfondie du projet. Le ministre s'est contenté de quelques réponses inconsistantes dans le cadre d'une introduction particulièrement brève. L'objectif, pour les partis francophones et le ministre, est de faire approuver ce projet le plus rapidement possible.

Que se passera-t-il lorsqu'un transport d'armes couvert par une licence d'exportation délivrée par la Région wallonne devra transiter par un port flamand et, par conséquent, bénéficier d'une licence de transit accordée par la Région flamande ? Nous heurterons-nous à la même indignation que celle soulevée, voici quelques mois, par le transport d'armes en provenance des États-Unis et à destination de l'Irak ? Une licence accordée par une entité fédérée n'est pas automatiquement contraignante pour l'autre. Comment résoudre ce problème de manière cohérente ?

Mme de Bethune interviendra au sujet de la politique de paix. Comment concilier la prévention des conflits et l'aspect mercantile de la vente d'armes ? Le chemin parcouru par un transport d'armes n'est jamais connu avec certitude, pas plus que sa destination finale. C'est la raison pour laquelle nous voterons contre ce projet.

Certaines compétences doivent effectivement être transférées aux régions pour pouvoir mener une politique plus efficace, mais nous n'admettons pas que les partis flamands de la majorité donnent leur accord au préalable. Dans deux domaines, on accède immédiatement aux exigences francophones.

L'histoire se répète. La législature précédente avait débuté par le financement de l'enseignement francophone. Aujourd'hui, on fait de même dans deux autres domaines. C'est intenable à terme.

Je ne trouve nulle trace de la décision prise en 1999 par le gouvernement flamand de défendre le même point de vue au gouvernement flamand et à l'échelon fédéral. Je constate simplement la flexibilité, due à leur avidité de pouvoir, du

mogelijkheid zijn geweest, maar die woorden zijn weggevallen. We staan deze keer niet voor de junta van de partijvoorzitters, maar voor de junta van enkele ministers met zeggingskracht. Dit ontwerp geeft duidelijk aan dat er geen rekening wordt gehouden met de redelijke vraag naar een beter bestuur, een bestuur van onderuit, in plaats van een centralistisch bestuur.

Ik haalde in de commissie het voorbeeld van Europa aan, waar men heeft begrepen dat het geen zin heeft om dezelfde maatregelen te nemen van Finland over Denemarken tot Sicilië, maar dat het erop aankomt een kader te scheppen waarbinnen het beleid van onderuit werkzaam is. Dat geldt ook voor het werkgelegenheidsbeleid.

En dat belangt u wis en zeker aan, mijnheer Mahoux.

Als de bevoegdheid voor het werkgelegenheidsbeleid in het belang van de mensen volledig aan het Vlaamse en het Waalse gewest, aan beide deelstaten, wordt overgedragen, dan zullen er volgens analyses in Wallonië 80.000 werklozen minder zijn. Wij moeten dus goed nadenken alvorens dit ontwerp goed te keuren. Wij hebben een aantal vragen bij de consistentie van dit ontwerp.

De Raad van State heeft geadviseerd het ontwerp grondig aan te passen, maar dat is niet gebeurd. De minister heeft enkele luttele antwoorden gegeven in een zeer beknopte inleiding. Voor hem en de Franstalige partijen komt het er uiteindelijk op aan om dit ontwerp zo snel mogelijk goed te keuren.

Wat doet hij met een wapentransport waarvoor het Waals gewest een uitvoervergunning heeft verleend, maar waarvoor het Vlaams gewest een transitvergunning moet verlenen opdat het transport via de Vlaamse havens kan gebeuren? Zullen wij dan op dezelfde verontwaardiging stuiten als bij de Amerikaanse wapentransporten naar Irak? Zal het *'No pasarán!* klinken in onze Vlaamse havens? Een vergunning die door één deelstaat wordt verleend, is niet automatisch bindend voor de andere. Hoe kan dit probleem binnen het bestek van dit ontwerp een consistente oplossing krijgen?

Mevrouw de Bethune zal ingaan op de vredespolitiek. Hoe zal conflictpreventie met brute wapenverkoop worden gerijmd? Niemand weet overigens welke weg wapens afleggen die aan een bepaalde regering of staat worden verkocht. De eindbestemming is immers nooit met zekerheid bekend. Om die reden zullen wij tegen dit ontwerp stemmen.

Sommige bevoegdheden moeten weliswaar naar de deelstaten worden overgeheveld om een krachtig beleid van onderuit te kunnen voeren, maar wij vinden het niet alleen niet ernstig, maar evenmin begrijpelijk dat de Vlaamse meerderheidsfracties *au préalable* akkoord gaan. Op twee domeinen wordt onmiddellijk ingegaan op Franstalige eisen. Deze vergadering toont het aan.

L'histoire se répète. De vorige zittingperiode werd als bij donderslag ingezet met de financiering van het Franstalig onderwijs. Vandaag gebeurt net hetzelfde op twee domeinen. Op termijn is dit niet houdbaar.

Van de afspraak in het Vlaamse regeerakkoord van 1999 om eindelijk hetzelfde standpunt te verdedigen op het Vlaamse en op het federale niveau zie ik niets terechtkomen. Ik stel alleen de machtsgeile flexibiliteit van de premier en van andere Vlaamse ministers vast. Gedekt door hun partij, steken zij

ministre-président et d'autres ministres flamands. Couverts par leur parti, ils adoptent une attitude triomphante lors de leur congrès, mais annoncent le 11 juillet que le moment est venu de poser un certain nombre de questions.

Mon but n'est pas de dresser les communautés l'une contre l'autre. Bien au contraire ! Nous devons toutefois rester logiques et accroître l'efficacité de notre gestion dans l'intérêt de la population. Je n'ai jamais dit : « ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux ». J'ai toujours été convaincu que nous devons prouver que nous sommes capables de mieux faire ce que nous voulons faire nous-mêmes. La structure de l'État, quelle qu'elle soit, n'est pas un but en soi, mais un instrument permettant de réaliser certaines choses.

Je constate toutefois que nous sommes une nouvelle fois en train de nous duper mutuellement. Les Flamands, les Wallons et les Bruxellois ont droit à une gestion plus efficace et plus cohérente, ce qui favorise les rapports de bon voisinage. Cela s'applique à tous les domaines : l'emploi, les soins de santé, la mobilité, la justice, le développement de la connaissance et de la recherche, tous éléments essentiels pour le citoyen. Nous avons, par conséquent, déposé une série d'amendements.

Le président a jugé certains amendements recevables et d'autres, non. Il serait dès lors judicieux d'ajourner ce débat et d'instaurer un véritable dialogue entre les communautés. C'est, pour le CD&V, une opportunité ratée. Ce projet ne contribue pas à une meilleure gestion, mais s'apparente plutôt à un chèque en blanc.

Je remercie certains membres de la majorité d'avoir soutenu certains amendements en commission. Je sais qu'ils l'ont fait, tout comme notre groupe, pour servir l'intérêt des citoyens de ce pays et j'espère qu'ils feront de même en séance plénière.

Je voudrais évoquer un dernier point. En commission, le président a décidé arbitrairement de déclarer certains amendements recevables et d'autres non. Il s'est notamment référé à l'article 59 du Règlement du Sénat. Pourtant, lorsqu'un doute surgit à propos de la recevabilité de certains textes, le Bureau du Sénat doit être consulté. Le Règlement est très clair à cet égard. Nous allons dès lors déposer une proposition de modification de l'article 59. Nous sommes convaincus qu'il y va de l'intérêt de tous les groupes, tant de la majorité que de l'opposition.

Nous sommes très attachés au droit d'amendement inscrit dans la Constitution. Le Parlement doit refléter la vie de la société. Il doit pouvoir déposer des propositions, prendre des initiatives et exercer un contrôle par le biais d'interpellations ou de questions.

Le droit d'amendement doit donc être intégralement préservé. Déclarer qu'il n'est pas possible de modifier une loi ordinaire dans le cadre d'une loi spéciale, ou l'inverse, n'est pas acceptable. Si une loi spéciale doit bien être approuvée à la majorité spéciale, cela n'ôte rien – le président le sait – à la force de droit du texte en question.

Si la recevabilité d'un amendement pose question, celui-ci doit à notre sens être renvoyé au Bureau par le président de la commission ou celui du Sénat. Le Bureau doit alors adresser un rapport écrit à la commission ou à la séance

beide handen omhoog op hun congres, maar op 11 juli kondigen zij aan dat nu de tijd is aangebroken om een aantal vragen te stellen.

Ik ben er niet op uit om beide gemeenschappen tegen elkaar op te zetten. Integendeel! Wij moeten echter logisch blijven en uit zorg voor de mensen moeten wij onze bestuurskracht opdrijven. Dit moet niet onder het motto "Wat wij zelf doen, doen wij beter." Ik heb dat overigens nooit gezegd. Ik ben er altijd van overtuigd geweest dat wij moeten bewijzen dat wat wij zelf willen doen, beter kunnen doen. Regionalisme, federalisme of confederalisme, of welke staatsstructuur dan ook, zijn geen doel op zich, maar wel een instrument om een aantal zaken te verwezenlijken.

Ik constateer echter dat we nu wederzijds bedrog aan het plegen zijn. Vlamingen, Walen en Brusselaars hebben recht op een beter, krachtdadiger en meer samenhangend bestuur, dat moet leiden tot een goed nabuurschap. Dat geldt voor alle domeinen: voor werkgelegenheid, gezondheidszorg, mobiliteit, justitie en ontwikkeling van kennis en onderzoek, allemaal essentiële zaken waar de burger dagelijks mee te maken heeft. Om die reden hebben we een reeks amendementen ingediend.

De voorzitter heeft sommige amendementen ontvankelijk verklaard en andere niet en daarom zijn we ervan overtuigd dat het verstandig zou zijn om deze besprekking op te schorten en een echte dialoog tussen de verschillende gemeenschappen op gang te brengen. CD&V vindt dit dus een gemiste kans. Dit ontwerp draagt niet bij tot een beter bestuur, maar betekent veeleer een vrijgeleide voor nog meer.

Ik apprecieer dat bepaalde leden van de meerderheid in de commissie op enkele amendementen zijn ingegaan. Ik weet dat ze dat gedaan hebben met dezelfde doelstelling voor ogen als mijn fractie, namelijk het belang van de burgers van ons land dienen. Ik reken erop dat ze in de plenaire vergadering dezelfde houding zullen aannemen.

Ik wens nog één zaak onder de aandacht te brengen. De voorzitter heeft in de commissie "in alle wijsheid" op een arbitraire wijze beslist om bepaalde amendementen ontvankelijk te verklaren en andere niet. Hij heeft daarvoor onder meer een beroep gedaan op artikel 59 van het Reglement van de Senaat. Hij weet nochtans dat hij als voorzitter niet autonoom kan beslissen over de ontvankelijkheid van een amendement. Het Reglement is daar zeer duidelijk over. Wanneer er twijfel is over de ontvankelijkheid van bepaalde teksten, moet het Bureau van de Senaat worden geraadplegd. Wij zullen bijgevolg een voorstel tot wijziging van artikel 59 van het Reglement van de Senaat indienen. Wij zijn ervan overtuigd dat dit in het belang is van alle fracties, zowel van de meerderheid als van de oppositie.

Wij zijn erg gehecht aan het grondwettelijk verankerde amenderingsrecht. Het Parlement, zelfs met de huidige bevoegdhedenverdeling tussen beide kamers, moet de echo zijn van wat er in de samenleving leeft. Het moet voorstellen kunnen doen, initiatief kunnen nemen en kunnen controleren aan de hand van interpellaties of vragen. Het amenderingsrecht moet dan ook onverkort gehandhaafd blijven. Het gaat niet op te verklaren dat wijzigingen van een gewone wet in het kader van een bijzondere wet, of

plénière et motiver sa décision. La modification de l'article 59 est essentielle pour l'exercice du contrôle et du droit d'initiative parlementaires.

Nous ne pouvons pas voter ce projet, tant en raison de son contenu que de l'incohérence entre la prévention des conflits et l'exportation d'armes. Le nom donné à ce gouvernement importe peu. Aux Pays-Bas, on trouve le violet terne, et nous pouvons difficilement dire que nous assistons à une percée en ce qui concerne le partage des responsabilités et la bonne gestion. L'organisation de la banque-carrefour des entreprises montre que la rapidité et l'efficacité brillent par leur absence. Ce gouvernement base sa politique sur une politique exclusivement régionale, wallonne en l'occurrence.

M. Philippe Mahoux (PS). – En premier lieu, je préfère aborder le problème sous l'angle éthique plutôt qu'institutionnel, même si la commission des Affaires institutionnelles a traité ce projet de loi. C'est, en effet, cet aspect qui a alimenté nos âpres discussions à la fin de la législature précédente.

L'exportation des armes vers le Népal a donné lieu à une discussion aussi longue que sérieuse. L'ensemble des points de vue se sont exprimés et il était très important de pouvoir considérer la problématique qui nous est soumise maintenant sous toutes ses facettes, économique et éthique, et de tenir compte, notamment, des règles de conduite qui permettent d'exporter, ou non.

Je préfère donc aborder d'emblée le problème sous l'angle éthique, considérant que si la compétence est renvoyée vers les Régions, il est bien clair – il serait offensant pour chacune des Régions de dire le contraire – que celles-ci seront tenues de respecter les règles éthiques, le respect de ces règles éthiques étant tout aussi important, quel que soit le pouvoir qui prenne la décision.

Dire, comme je l'ai entendu à plusieurs reprises, que, si les Régions étaient responsables en cette matière, les règles éthiques qui devraient présider aux décisions, seraient beaucoup plus légères, est un non-sens et il faut vraiment insister sur ce point.

Ce n'est pas parce que le niveau de pouvoir change que, tout d'un coup, les règles éthiques se modifient fondamentalement. Défendre un tel point de vue est faire offense aux pouvoirs régionaux et nous ne pouvons évidemment pas l'accepter.

Les pouvoirs régionaux se sont d'ailleurs exprimés à ce sujet et ont assuré que si le vote était positif cet après-midi au Sénat et ensuite à la Chambre, leur volonté serait de faire appliquer

omgekeerd, niet mogelijk zijn. De voorzitter weet zeer goed dat een bijzondere wet wel met een bijzondere meerderheid moet worden goedgekeurd, maar dat dit geenszins afbreuk doet aan de rechtskracht van betrokken wet.

Als er discussie bestaat over de ontvankelijkheid van een amendement, moet het amendement volgens ons door de commissievoorzitter of de Senaatsvoorzitter naar het Bureau worden verwezen. Het Bureau moet dan schriftelijk verslag uitbrengen voor de commissie of de plenaire vergadering en zijn beslissing motiveren. De wijziging van artikel 59 is essentieel voor de uitoefening van de parlementaire controle en van het parlementair initiatiefrecht.

Wij kunnen dit ontwerp niet goedkeuren, zowel om inhoudelijke redenen als wegens de incoherente tussen conflictpreventie en wapenexport. Of deze regering Verhofstadt I dan wel Paars II wordt genoemd, is van weinig belang. Wat in Nederland over paars is geschreven, is overigens betekenisvol: "Paars is heidens, paars blinkt niet, paars is dof." We kunnen moeilijk zeggen dat er met deze regering een doorbraak zal komen op het vlak van verantwoordelijkheidsdeling en goed bestuur. De organisatie van de kruispuntbank van de ondernemingen toont aan dat er van snelheid en efficiëntie geen sprake is. Deze regering baseert haar beleid op een uitsluitend Waalse regionale politiek.

De heer Philippe Mahoux (PS). – Eerst en vooral geef ik er de voorkeur aan dit probleem vanuit de ethische gezichtshoek te bekijken, eerder dan vanuit de institutionele, ook al heeft de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden het wetsontwerp behandeld. Dat aspect gaf immers aanleiding tot wrange discussies op het einde van de vorige zittingsperiode.

De discussie over de uitvoer van wapens naar Nepal was even lang als ernstig. Alle standpunten zijn aan bod gekomen en het was zeer belangrijk om de problematiek vanuit alle, zowel economische als ethische gezichtspunten te bekijken en daarbij rekening te houden met de gedragsregels voor de uitvoer.

Ik wil het probleem dus liever meteen vanuit ethisch oogpunt bekijken, omdat ik ervan uitga dat bij overdracht van de bevoegdheid aan de gewesten, de gewesten de ethische regels moeten eerbiedigen. Het tegenovergestelde beweren zou beledigend zijn voor elk van de gewesten. Eerbied voor ethische regels is immers altijd even belangrijk, ongeacht het besluitvormingsniveau.

Wie beweert, zoals ik verschillende kerken heb gehoord, dat de ethische regels in geval van besluitvorming op gewestelijk niveau heel wat lichter zouden wegen, kraamt onzin uit. Wij moeten dat punt echt beklemtonen.

Het is niet omdat het bevoegdheidsniveau wijzigt, dat plotseling de ethische beginselen fundamenteel wijzigen. Wie dat standpunt verdedigt, beledigt de gewesten en dan kunnen wij uiteraard niet aanvaarden.

De gewesten hebben trouwens al van zich laten horen en hebben verzekerd, dat als het ontwerp vanmiddag in de Senaat en nadien in de Kamer wordt aangenomen, zij de vaste wil hebben om de ethische regels toe te passen die een ruime meerderheid van onze assemblee heeft aangenomen.

Verder wil ik het probleem van de coherentie aansnijden. Het

les règles éthiques acceptées par une large majorité des membres de notre assemblée.

Le second élément que je voudrais souligner est le problème de la cohérence. Il est vrai que quand on transforme un État unitaire en un État fédéral, avec des compétences « défédéralisées » ou « éclatées », des conflits de compétence peuvent survenir. D'où la nécessité d'une concertation entre les exécutifs – je dis bien « concertation » et non « forum », monsieur Van den Brande.

Prenons l'exemple de l'agriculture. Les compétences fédérales en matière agricole sont vraiment résiduaires. Les points de vue que doit défendre notre ministre fédérale de l'Agriculture sont ceux des entités fédérées et la situation est donc plus complexe. De même, il se peut que la régionalisation des compétences en matière d'exportation donne lieu à certaines difficultés. Faisons toutefois confiance aux structures en place. Le fait que le Comité de concertation se réunisse de manière régulière me paraît, à cet égard, tout à fait positif.

(Exclamations sur les bancs du groupe CD&V)

Cette concertation est structurée dans la déclaration gouvernementale et je m'en réjouis. Il y a des styles différents pour assurer le dialogue entre les communautés, monsieur Van den Brande ! Vous avez pris vos responsabilités. Je considère qu'il faut respecter certaines formes pour que ce dialogue puisse avoir lieu, malgré les différences de points de vue. J'ai mémorisé certaines images, monsieur Van den Brande. Je ne vous en veux pas, vous en avez assumé la responsabilité, mais à la limite, effectivement, il y a des coqs et des chiens... Et faire mordre un coq wallon par votre chien, même symboliquement, ce n'est pas admissible.

(Protestations sur les bancs du CD&V))

Cela m'amène à la question des difficultés de cohérence qui risquent de se poser, ces difficultés existant dans tous les secteurs d'un État fédéral et je souhaite évidemment une réelle concertation dans la prise de décisions.

M. Van den Brande a d'ailleurs soulevé un exemple inadéquat. C'est vrai qu'il peut se poser des problèmes qui concernent les deux régions et le fédéral en politique étrangère, mais nous avons la chance d'avoir un ministre des Affaires étrangères qui s'occupe aussi des affaires institutionnelles.

Des problèmes peuvent se poser au niveau des Affaires étrangères, notamment en matière de prévention des conflits. Cependant, les structures mises en place doivent permettre d'aborder ces problèmes de manière positive et réaliste, en tenant compte des impératifs éthiques dont je tiens à rappeler l'importance.

Je ne voudrais pas, à l'égard du président de la commission, qui est aussi le président du Sénat, être en porte-à-faux par rapport à sa décision d'irrecevabilité de certains amendements. Il est clair que l'on ne peut aborder de manière générale toute la problématique institutionnelle, y compris revenir au programme gouvernemental, alors que cela ne concerne pas directement le fonds de la matière dont nous discutons.

is juist dat bij de omvorming van een unitaire tot een federale Staat met 'gedefederaliseerde' of 'versnipperde' bevoegdheden bevoegdheidsconflicten kunnen ontstaan. Vandaar de behoefte aan overleg tussen de regeringen – ik zeg wel degelijk 'overleg' en niet 'forum', mijnheer Van den Brande.

Laten we het voorbeeld van de landbouw nemen. Inzake landbouw heeft de federale overheid uitsluitend residuale bevoegdheden. De federale minister van Landbouw moet de standpunten van de deelgebieden verdedigen. Die situatie is dus veel complexer. Zo ook kan de regionalisering van de bevoegdheden inzake uitvoer aanleiding geven tot bepaalde moeilijkheden. Laten wij echter vertrouwen hebben in de bestaande structuren. Dat het Overlegcomité in dit verband regelmatig vergadert, lijkt mij volkomen positief.

(Uitroepen van CD&V)

Dat overleg krijgt vorm in de regeringsverklaring. Dat verheugt mij. Men kan verschillende stijlen gebruiken voor de dialoog tussen de gemeenschappen, mijnheer Van den Brande! U hebt uw verantwoordelijkheid op u genomen. Ik ben van oordeel dat bepaalde vormen in acht moeten worden genomen opdat die dialoog, ondanks de verschillende uitgangspunten, kan plaatsvinden. Er staan mij bepaalde beelden voor ogen, mijnheer Van den Brande. Ik neem u dat niet kwalijk, u hebt er uw verantwoordelijkheid voor op u genomen, maar op de keper beschouwd zijn er inderdaad hanen en honden... En uw hond een Waalse haan doen bijten, dat is niet aanvaardbaar.

(Protest van CD&V)

Dat brengt mij bij de problemen van coherentie, problemen die nu eenmaal in alle sectoren van een federale Staat voorkomen. Ik wens uiteraard echt overleg in de besluitvorming.

De heer Van den Brande heeft overigens een ongelukkig voorbeeld aangehaald. Het is juist dat er in het buitenlands beleid problemen kunnen rijzen die zowel beide gewesten als de federale overheid aangaan, maar gelukkig houdt onze minister van Buitenlandse Zaken zich ook met Institutionele Aangelegenheden bezig.

Meer bepaald inzake conflictpreventie kunnen er bij Buitenlandse Zaken problemen rijzen. De bestaande structuren moeten ons nochtans in staat stellen om die problemen op een positieve en realistische manier te benaderen en daarbij rekening te houden met de ethische imperatieve waarvan ik het belang opnieuw wens te beklemtonen. Ten aanzien van de beslissing van de commissievoorzitter, die tevens Senaatsvoorzitter is, om bepaalde amendementen onontvankelijk te verklaren, wil ik geen ambigue houding aannemen. Wij kunnen niet ingaan op heel de institutionele problematiek en terugkomen op de regeringsverklaring, want dat is niet de kern van het debat dat wij nu voeren.

Een reeks amendementen houden geen verband met het ingediende wetsontwerp. Mijn fractie staat volledig open voor

Une série d'amendements ne sont pas en rapport avec le projet de loi déposé. En ce qui concerne la proposition de considérer que ce n'est pas seulement le président de la commission qui est compétent pour décider de la recevabilité, notre groupe est particulièrement ouvert. Cela fait plus de vingt ans que cet article du règlement n'a plus été modifié et tout à coup, il pose problème. Il faudrait aborder la problématique du règlement indépendamment du fait d'être dans la majorité ou l'opposition. Réfléchissons donc calmement.

Pour ce qui concerne le problème particulier dont nous discutons, effectivement il y a le forum et les comités de concertation.

Pour le projet en question, pourquoi en discuter maintenant ? Premièrement, parce qu'il existe un accord. Nous verrons si cet accord sera accepté par le Parlement, avec les majorités spéciales requises.

Deuxièmement, parce qu'il faut se souvenir de la discussion intervenue il y a quelques mois, au sujet du problème qui s'est posé à propos du Népal. Sachant que ce problème se pose régulièrement pour tout une série de cas, autant essayer de le régler, si possible anticipativement.

Troisièmement, parce qu'on présente toujours une région comme demanderesse, en cherchant à savoir quelle région est plus fédéraliste que l'autre ; je m'interroge au sujet des interventions relatives au renvoi de compétences vers les entités fédérées, de la part de ceux qui ont défendu ce point de vue pendant un certain temps et qui, par la suite, ne le défendent plus.

En tout cas, je constate que, dans ce secteur-là, à en croire les indicateurs économiques, la croissance des exportations devient plus importante dans la partie flamande du pays, par rapport à la partie wallonne ou bruxelloise. Qui, pour un problème de cette nature, pourrait être considéré comme demandeur ?

Il faut poser le problème en termes d'efficacité et d'éthique, en considérant que la décision devrait être prise maintenant parce que l'opportunité se présente, en raison du consensus existant en la matière. Dans quelques heures, nous serons amenés à nous prononcer sur ce texte que notre groupe votera.

M. le président. – Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 14 h 30.

(*La séance est levée à 12 h 30.*)

de opvatting dat niet alleen de commissievoorzitter bevoegd is om over de ontvankelijkheid te oordelen. Dat artikel van het reglement is al meer dan twintig jaar onveranderd gebleven en plots zorgt het voor problemen. Of wij nu deel uitmaken van de meerderheid of van de oppositie, dat mag onze beschouwingen over het reglement niet beïnvloeden. Laten wij dus rustig nadenken.

Voor wat betreft het bijzondere probleem dat ons gaande houdt, zijn er inderdaad het forum en de overlegcomités. Dat is een interessante benadering. Waarom daarover dan nu debatteren?

Ten eerste, omdat er een akkoord bestaat. Wij zullen zien of dat akkoord met de vereiste bijzondere meerderheden door het Parlement wordt goedgekeurd.

Ten tweede, omdat wij de discussie van enkele maanden geleden over het probleem-Népal niet uit het oog mogen verliezen. Wij weten dat dit probleem zich geregeld voordoet en we kunnen dus maar beter proberen om zo mogelijk op voorhand een oplossing te vinden.

Ten derde, omdat één gewest altijd als eisende partij wordt voorgesteld in een poging uit te maken welk gewest meer federalistisch is dan het andere. Ik heb nogal wat vragen bij de betogen over de bevoegdheidstransfer naar de deelgebieden uit de mond van wie dat standpunt een tijd lang hebben verdedigd en die het vervolgens hebben laten varen.

Voortgaande op de economische indicatoren stel ik in alle geval vast dat het aandeel van het Vlaamse landsdeelte in de aangroei van de uitvoer in die sector toeneemt ten nadele van Wallonië en Brussel. Wie kan voor een probleem van die aard als eisende partij worden beschouwd?

Wij moeten het probleem in termen van efficiëntie en ethiek benaderen en ervan uitgaan dat de beslissing nu moet worden genomen omdat de gelegenheid zich aandient en er nu een consensus bestaat. Over enkele uren moeten wij ons uitspreken over de tekst. Mijn fractie zal hem goedkeuren.

De voorzitter. – We zetten onze werkzaamheden voort vanmiddag om 14.30 uur.

(*De vergadering wordt gesloten om 12.30 uur.*)